

# INDUSTRIE

DOSSIER  
PETROLE

hebdomadaire d'action communiste

## 1974. L'ANNÉE DES VACHES MAIGRES



PAS  
TOUTES

# LES VACHES MAIGRES

Travail, épargne, famille : une nouvelle devise pour les ascètes du gouvernement. Pompidou vante les vertus des petites économies, Giscard explique à la télé qu'une goutte de pétrole économisée c'est un service rendu au commerce extérieur de la France. Un sou est un sou ; apprenons à vivre chichement ; il y va du sort du pays...

## UNE AUSTERITE QUI RAPPORTE

Le moins qu'on puisse dire est qu'il est des gens à qui cette « austérité » rapporte gros.

— Les compagnies pétrolières par exemple, à qui le gouvernement a fait un cadeau de 6 milliards de francs lourds en une seule nuit, en relevant le prix du fuel et de l'essence. Ces profits exceptionnels sont d'ailleurs l'ordinaire du capitalisme : à chaque crise monétaire, à chaque dévaluation, à chaque mouvement brusque des prix, d'immenses profits sont réalisés par ceux qu'on appelle les spéculateurs et qui ne sont en fait que des capitalistes plus avisés ou mieux informés que les autres. Et ces plus-values royales ne sont même pas imposées. Heureux patrons !

— Les marchands de canons ne sont pas mal lotis non plus : eux qui ont vu leurs ventes à l'étranger augmenter de 40 % l'an passé, voilà que la crise du pétrole leur ouvre de nouveaux marchés.

— Quant au gouvernement, qui prenait déjà la bagatelle de 90 centimes sur chaque litre d'essence, à titre de taxe, il n'a pas réduit ses prélèvements fiscaux, bien au contraire. Lui qui demande sans vergogne aux travailleurs un treizième mois d'efforts pour aider l'impérialisme français, il vient de s'octroyer un joli pécule grâce aux augmentations d'impôts consécutives à celle du pétrole. Les recettes de TVA lui rapporteront quelques milliards supplémentaires. Plus les prix montent, plus les impôts indirects alourdissent chaque jour un peu plus le budget des salariés. Il faut en finir avec un système fiscal en forme de pompe à phynances qui n'a rien à envier à la gabelle du moyen-âge : Suppression de tous les impôts indirects ; impôts directs frappant lourdement le capital !

## LE RATIONNEMENT PAR LE FRIC

Le gouvernement n'a même pas cherché à cacher ses buts : développer les exportations, et pour cela réduire la consommation ouvrière. La production qui ne sera pas vendue en France pourra ainsi être exportée ; comprimer la part des salaires pour dégager la masse de profit nécessaire aux importants investissements envisagés par une partie du patronat.

Les premiers touchés seront les revenus les plus modestes. Ceux qui pourront payer continueront à rouler, à se chauffer à leur convenance. Pour les autres, il faudra se débrouiller, et, faute d'argent, restreindre ses besoins. La première page de *Charlie-Hebdo* (« Fini le Bordel : les riches en auto, les pauvres à vélo ») n'est pas si éloignée de la philosophie gouvernementale.

## LE CHOMAGE : UNE FATALITE ?

D'ordinaire, la bourgeoisie n'aime guère parler du chômage. Elle fait tout pour nier son existence : chiffres truqués, mensonges, tout est bon. Aujourd'hui, le gouvernement brandit comme un étendard la menace du chômage pour inciter la classe ouvrière à se serrer la ceinture. En même temps, le patronat cherche à créer un phénomène d'accoutumance : il serait « normal » de perdre son travail et d'en chercher un autre ; il serait « naturel », quand les commandes baissent que le patronat réduise les horaires en réduisant d'autant les salaires.

C'est une logique qu'il faut refuser en bloc :

- le chômage risque de monter : imposons les 35 h tout de suite
- dans l'automobile, le textile, la chaussure, etc., le patronat décide de réduire les horaires, la réponse ouvrière doit être claire : pas un centime de moins sur le salaire. Les patrons n'ont qu'à rogner sur leurs profits : ceux de 73 ont été les plus gros depuis fort longtemps.

## IL EST TEMPS DE S'Y METTRE

Aulendemain du 6 décembre, les directions syndicales avaient crié bien haut que ce n'était qu'un début... Depuis rien n'est venu. Ce ne sont pourtant pas les mauvais coups de la bourgeoisie qui ont manqué : inflation, menaces sur les immigrés, pétrole, chômage... Il y a maintenant l'embarras du choix !

L'heure est à une riposte unie de la classe ouvrière. Les gouvernants font assaut de fermeté, prêchent l'ordre ; mais le gouvernement est divisé : l'affaire LIP a donné le spectacle inédit de Messmer et Charbonnel se crépant vigoureusement le chignon en public.

Neuf mois de lutte sans mollir, face au pouvoir. Les travailleurs de Besançon refusent toujours de faire les frais de la politique patronale.

Partout refusons de payer la note du capital !



au sommaire :

N° 9-10

« Spécial France » : la dissolution de l'ex-Ligue communiste.

21 juin 1973 : le contexte politique

les premières réactions à la dissolution de l'ex-Ligue

le PCF et la défense des libertés

la campagne mondiale de solidarité des sections de la IVème Internationale

N° 11-12

Dossier Chili

— déclaration du SU de la IVème Inter

— déclaration du CC du PKR chilien

— Interview d'Hugo Blanco

— un article de la revue du MIA, publié au printemps 73

Dossier URSS

— un inédit intégral de Grogorenko

— sur la nature de l'opposition en URSS

— critique du livre de Jean Ellenstein « Histoire de l'URSS »

Sur la situation politique en France

La crise du dollar (Ernest Mandel)

Passer dès à présent les commandes pour les deux numéros :

Quatrième Internationale  
10, Impasse Guéméné  
75004 PARIS

quatrième internationale

## AUX LECTEURS DE « ROUGE »

PAYEZ ROUGE MOINS CHER !

ABONNEZ-VOUS

Le prix des abonnements reste le même qu'avant l'augmentation de prix.

SCRIPTION ROUGE

EXPOSE-DEBAT

ALTHUSSER  
L'HUMANISME ET L'IDEOLOGIE

Jeudi 24 janvier - 19 h 30

salle de réunion :

6, rue Henner  
Métro Blanche - Paris IXème



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :

A L'ORDRE

DE ROUGE

CCP: 25043 88

PARIS

Directeur de publication :  
Henri Weber  
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements

pour	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



**PAL tout viande.**  
**que de bons morceaux de viande**  
**choisis au goût des chiens.**

forolab

# L'APPETIT DU PATRONAT

La dernière assemblée générale du CNPF vient de préciser la politique du patronat dans la période qui s'ouvre. Un monde de têtes froides et de ventres ronds : on y met les formes, mais on dit nettement ce que l'on a à dire.

Ceyrac, Ambroise Roux, Yvan Chotard, se sont succédés pour aborder tous les aspects de l'actualité :

## HAUSSE DES PRIX

Elle sera très importante, c'est prévu. C'est pourquoi il faudra que les travailleurs en supportent le poids : leurs salaires devant marquer le pas.

Mais les petits profits vont continuer à augmenter, la productivité aussi.

Et le pouvoir d'achat, lui, n'augmentera pas ?

Ceyrac répond sans détours : « Le maintenir sera déjà un objectif audacieux ! »

Mais la crise pétrolière, dont le patronat tire argument pour toutes les restrictions, aura pour conséquence une forte augmentation de la demande donc DES BÉNÉFICIAIRES dans des secteurs comme l'énergie nucléaire, l'industrie de l'armement, les biens d'équipements...

Qu'cela ne tienne, le CNPF demandera que, comme les autres, « Elles maintiennent strictement l'évolution des salaires sur la ligne de l'évolution des prix »

## EMPLOI

Alors que près de 20 entreprises ont déjà forcé leur personnel à travailler avec des horaires réduits et que les offres d'emploi ont sensiblement baissé, Yvan Chotard se montre optimiste : « Il n'y a pas de problème d'emploi pour le 1er trimestre » mais il n'est pas exclu qu'il en surviennent de sérieux : « La question est de savoir quelle sera notre situation au cours du 2ème trimestre » (« Le Figaro » 15-1-74)

Les solutions ?

D'abord pas question de réduire massivement le temps de travail sans craindre

de cultiver le paradoxe, il affirme : « Une réduction généralisée ne serait pas créatrice d'emplois, bien au contraire »

Ensuite la période qui s'ouvre va voir coexister des branches industrielles en mauvaise situation et d'autres en plein essor ; la hausse des prix pétroliers obligera à des reconversions industrielles. Il faut donc travailler dans la « perspective d'une réorientation de la croissance exigeant une mobilité plus grande encore. »

Il faut donc habituer les salariés à l'idée qu'ils pourraient perdre leur travail pour essayer d'en trouver un autre. Pour faciliter cette « mobilité », le CNPF qui cherche à faciliter techniquement l'opération et à diminuer son coût social réclame « Le renforcement des dispositifs existants » et même se déclare prêts là-dessus à la « concertation » avec les syndicats.

Main-d'œuvre « mobile » mais aussi main-d'œuvre « adaptée » : le patronat qui craint une pénurie de travailleurs qualifiés, se propose « d'établir des relations efficaces avec l'Université, dont l'accès au marché de la formation continue doit permettre la progressive transformation »

## ENERGIE

Ambroise Roux prévoit de « Consentir l'effort maximum pour exploiter les gisements pétroliers situés dans des zones politiquement abritées » (sic), telle la mer du Nord.

En matière d'énergie nucléaire il revendique un assouplissement des mesures de protection de l'environnement.

Ce secteur qui exigera d'énormes investissements devra être aidé par l'Etat, qui « ne saurait rester les bras croisés. »



Les porte-paroles du Capital ne manquent vraiment pas d'appétit.

F.L.

# P... COMME PETROLE

## PAS DE PETITS PROFITS

Parmi l'abondant courrier que reçoit Rouge chaque semaine, deux lettres sont arrivées cette semaine, l'une d'un marchand immobilier, l'autre d'un revendeur de pétrole, qui, toutes deux contestent la critique que fait Rouge de la crise pétrolière. Le premier, M.B. de Charenton, nous écrit notamment :

« On ne peut pas dire que les effets des hausses pétrolières soient foncièrement mauvais. Personnellement, je possède plusieurs immeubles dont le chauffage se fait au fuel, comme chaque année j'avais fait remplir les cuves en septembre. La hausse a été pour moi une aubaine : j'ai diminué la consommation des locataires. C'était autant de gagné. Et j'ai compté les charges en incluant le nouveau prix du fuel que j'avais payé à l'ancien. L'un dans l'autre, je trouve que ça ne va pas si mal... »

Le deuxième, S.W. de Sarcelles, confirme son point de vue :

« Dans la première quinzaine de janvier, j'avais de nombreuses commandes de fuel domestique. Je savais bien que les prix allaient monter. J'ai fait patienter beaucoup de clients en leur disant que j'étais débordé et je n'ai fait faire les livraisons qu'après la date de l'augmentation. Ça n'a l'air de rien mais sur une cuve de 2000 litres ça fait une différence de 300 F !. Je trouve les analyses de Rouge beaucoup trop pessimistes sur 74, aussi je vous demande de ne pas renouveler mon abonnement. »

## LA FAUTE AUX ARABES ?

Les experts bourgeois font parfois des aveux d'une franchise désarmante. La revue Entreprise du 9 novembre 1973 publie une statistique de l'INSEE calculant qu'un doublement du prix du pétrole entraînerait un relèvement général des prix de 1,2 %.

Pierre Jalée, dans un article du « Monde Diplomatique », en déduit en extrapolant qu'un doublement général des prix de tous les produits de base (alimentaires et matières premières) importés du Tiers-Monde ne provoquerait qu'une hausse générale des prix de l'ordre de 2,7 %.

Mais alors, cela signifie que les hausses énormes prévues par la plupart des pays capitalistes européens (15 % en 74 pour la France) ont une autre origine et ne sont pas la conséquence inévitable, mécanique, des hausses pétrolières.

Voilà qui détruit en peu de mots toute l'intox de la presse bourgeoise : l'inflation galopante existait bien avant la crise du pétrole ; les effets « automatiques » des hausses des produits pétroliers seraient amplifiés par la logique même du système capitaliste qui veut que chaque intermédiaire se sucre au passage, que les capitalistes, pour maintenir et accroître leurs taux de profit, procédent à des hausses qui n'ont rien de « fatalités naturelles », que ceux mêmes dont les matières premières n'ont pas augmenté mettront à profit le climat général de hausses pour « corriger » leurs prix, etc.

## DES CHIFFRES ELOQUENTS

Profits (déclarés) des compagnies en millions de dollars (3ème trimestre de chaque année)

	1971	1972	1973
British Petroleum	87,00	35,00	135,00
Standard Oil of Indiana	93,30	107,30	147,30
Gulf Oil	14,00	110,00	210,00
Standard Oil of California	135,00	150,00	226,00
Mobil Oil	134,10	140,90	231,20
Texaco	218,20	207,40	307,40
Royal Dutch Petroleum	209,30	110,50	413,70
Exxon	357,00	353,00	638,00

(Source : le Monde diplomatique janvier 74)

Comme on le voit, en regardant notamment les deux dernières colonnes de chiffres la « crise » a été pour les sociétés pétrolières une opération plantureuse. Encore faut-il souligner qu'il ne s'agit là que de profits avoués...

## MESSMER CONTRE LES COMPAGNIES PETROLIERES ?

« Il est normal que nous reprenions ces bénéfices injustifiés, d'où la décision d'imposer aux compagnies un reversement de 6 francs par tonne sur tout le pétrole importé... » a dit Messmer il y a quelques jours. Brave légionnaire pourfendeur des multinationales !

Mais ces 6 francs la tonne ne sont qu'une toute petite partie des surprofits réalisés dans cette vaste opération. Si l'on veut vraiment s'en prendre aux trusts du pétrole, il y a des mesures très simples à mettre en avant :

— ouverture des livres de comptes de toutes les entreprises pétrolières afin de leur enlever le monopole des informations précises sur les réserves, les stocks, les capacités de stockage et de raffinage, les quantités en circulation, tout le clavier sur lequel jouent les trusts pour réaliser leurs spéculations.

— Nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises pétrolières.

## AUSTERITE !

Giscard d'Estaing, ministre des Finances dont le grand-père maternel, était administrateur des Etains du Cammon, de la Compagnie fermière des Etains d'Extrême-Orient, de la Société Générale du Maroc, des Mines du Borkalo, des Etains et Wolfram du Tonkin, de la société Nord Africaine d'électricité.

— dont la femme, est la petite-fille d'Eugène Schneider, le grand maître des Forges du Creusot

— dont le père est administrateur de la SOFFO, de l'Indochinoise des cultures tropicales, des chalange et remorqueur d'Indochine, des papeteries d'Indochine, du Crédit Foncier de l'Indochine, du crédit hypothécaire de l'Indochine, du Crédit Foncier de l'Ouest africain, des plantes à parfum de Madagascar, de la Malgache de cultures, de la sucrière marocaine, de Thomson Houston, Lorraine Lunévilles, Bergougnan, Carbonne Lorraine, Bergougnan belge, l'Industrie maritime, Air-France, TAI ;

— dont le frère est administrateur de la Compagnie IBM-France, de Trailor, de Sodico Mac Cann Erikson, de Gibbs Hill France ;

— dont le cousin germain est administrateur de Sescosom, Thomson-Variation, Thomson-Houston, Hotchkiss-Brandt.

Il a dit comme ça : « La France devra en 1974 travailler un troisième mois pour l'exportation »

Il a dit encore : « Chaque fois que l'un d'entre nous réduit d'une goutte sa consommation de pétrole, il réduit du même coup les importations, et donc le déséquilibre extérieur de la France... »

## PRIME DE TRANSPORT

Ils sont aujourd'hui des centaines de milliers dans toute la France qu'on a déportés à 20 ou 30 km de leur lieu de travail en particulier dans la région parisienne. Ils dépensent chaque mois 200 F d'essence, ils devront en lâcher plus de 300 aujourd'hui. La prime de transport est actuellement de 23 F, autant dire de quoi payer les pourboires du pompiste et des bonbons pour la route.

## 6 MILLIARDS EN UNE NUIT !

La répercussion intégrale des augmentations de redevances décidées par les pays producteurs de pétrole est simple à calculer : elle aurait dû faire passer la tonne de pétrole (hors taxes) raffinée de 240 F à 368 F. OR ELLE EST MONTÉE A 439 F ! Cette différence notable rapporte un surprofit net de 6 milliards de francs lourds aux grandes compagnies pétrolières. En une nuit, ce n'est pas si mal !



Ceux qui ont écouté la radio le lundi 14 au soir ont sans doute été frappés par la cacophonie des déclarations gouvernementales : Charbonnel défend la solution Neuschwander, celle du patronat moderniste ; Messmer s'entête dans la volonté de faire de Lip un exemple.

Lip est devenu maintenant l'enjeu d'une bataille ouverte entre les différents clans de la bourgeoisie.

Pour la première fois depuis 9 mois, un certain souffle d'espoir renaît chez Lip, souffle fragile auquel on n'ose pas encore trop croire. Rien n'est encore gagné mais au moins existera-t-il un terrain concret sur lequel on pourra et on devra se battre pied à pied, au moins ce vide angoissant qui marqua les derniers mois va-t-il disparaître.

Ce dernier plan est-il miraculeux ? Certainement pas.

Sa mise en orbite est précédée d'une certaine campagne de presse. Charbonnel choisit un PDG qui, il ya trois ans, était au PSU. Est-ce une gaffe délibérée ? Est-ce l'expression d'une divergence de plus avec Messmer ? Ou un hasard malencontreux ?

On n'en sait rien et il n'est peut-être pas très intéressant d'épiloguer là-dessus. Néanmoins, une fois de plus, deux théories se heurtent frontalement. Pour Messmer, il faut liquider Lip de manière brutale. Pour Charbonnel, on ne liquidera pas Lip sans faire de concessions, il faut utiliser la douceur, ce qui ne veut pas dire céder sur tout, mais au moins en avoir l'air.

Neuschwander reprend donc les études faites par Riboud, etc. et il travaille sur la base de ce qui est défendu par la CGT en particulier : Lip dans son ensemble est viable et dans ce cadre-là certaines structurations peuvent être envisagées, la totalité du personnel peut être réembauchée et bénéficier d'une formation payée. Le plan se présente de la manière suivante : une société holding chapeaute deux filiales. Première filiale une société horlogère et mécanique à majorité française. Deuxième société : équipement civil et militaire financée à 51 % par le holding, à 49 % par Arbel. Le financement total serait donc réalisé par une série de groupes industriels, tels Riboud BSN, Crillet Rhône-Poulenc et par des subven-

tions de l'Etat. La responsabilité en incomberait au ministère de l'Industrie et à des banques.

Les échéances sont assez nettes, dans les 15 jours qui viennent : création du holding, puis discussion pour acheter ou louer les locaux de Palente, ouverture des négociations enfin à Besançon avec les représentants des Lips. Pendant ce temps Arbel, qui ne peut pas commencer à Palente tant que le holding n'est pas créé (argutie juridique : le syndic n'aurait pas le droit de louer seulement une partie des locaux), s'installerait rue Viollet. Pour cela, il transférerait quelques machines et commencerait à embaucher, dans un mois il redéménagerait à Palente. Au niveau de l'emploi, le redémarrage se ferait donc progressivement. Tout d'abord, 350 personnes embauchées à mi-mars, 550 en juin et le reste enfin en janvier 75. Ceux qui ne sont pas embauchés dans l'immédiat suivront des cours de recyclage. Voilà donc à grands traits le plan adopté et approuvé dans un premier temps par les confédérations qui, dès le 14 au soir, le déclarent positif.

## GARDER LA TÊTE FROIDE .

A première vue, ce n'est quand même pas l'enthousiasme qui règne chez Lip et l'ambiance de l'assemblée générale du lundi 14 au soir est largement réservée, ce d'autant plus que les informations venues de Paris étaient bien maigres.

Les Lips ont la tête froide et ne s'emballent pas, mais ils se rendent compte aussi qu'il y a de grandes chances pour que ce soit le dernier plan qu'on leur propose. Après débats en assemblée générale, le personnel l'accepte donc au niveau des principes, c'est à dire dans la mesure où il ne prévoit aucun licenciement et où il se situe dans le cadre de la réouverture de Palente, donc sans

démantèlement. Mais il est bien précisé que cette première prise de position se situe uniquement au niveau du cadre général et n'est en rien une acceptation du contenu détaillé qui est encore inconnu et qui sera discuté pied à pied d'ici 15 jours par les Lips eux-mêmes.

## LA VIGILANCE AU POSTE DE COMMANDE

Il est indéniable qu'à première vue ce plan qui ne comporterait pas de licenciements peut apparaître aux yeux de millions de travailleurs comme une victoire et donc comme une preuve qu'il est possible de lutter et de vaincre sur l'emploi, il est clair qu'ici la lutte ne s'arrête pas au 15 janvier, au contraire. Il s'agit maintenant d'une nouvelle phase où la vigilance devra plus que jamais être de mise. Et plusieurs faits sont là pour justifier une telle attitude.

D'abord, dans la journée du mardi 15, des informations contradictoires circulent à propos de déclarations de Messmer ou de Sanguinetti qui contredisent celles de Charbonnel, puis Arbel commence à manœuvrer.

Arbel, c'est un point noir dans le plan, car Arbel c'est l'homme de Messmer. Que cache son comportement isolé ? Est-ce la simple revanche d'un Messmer hystérique qui cherche à tout prix à se venger au risque de se ridiculiser ? Ou est-ce une manœuvre prouvant qu'en fait ce plan n'est qu'un mirage ou un miroir aux alouettes ? Là aussi plusieurs faits sont contradictoires : le lundi, des forces de police investissent Besançon, la rue Viollet est surveillée puis occupée par les flics. Les démenageurs d'une société de Besançon sont prévenus en grand secret : ceux que la direction considère comme sûrs sont mobilisés pour 5 h 30, on leur dit qu'on va déménager l'usine Lip. Mais pendant la nuit, rien ne se passe. Et le mardi Arbel déclare qu'il n'a encore rien déménagé, qu'il a le temps et qu'il ne fera pas démarrer l'embauche avant quelques jours. Le mardi soir pourtant, comme la veille, les flics sortent de leur caserne.

Pour faire face à ces faits et ces déclarations contradictoires, il faut avant tout ne pas s'affoler et réfléchir calmement, ensemble, aux différentes éventualités et aux ripostes à préparer. C'est ce que font quotidiennement en assemblée générale et en commissions les travailleurs de Lip.

Dans cette nouvelle phase, la bataille sera dure en effet. Et le premier obstacle, le premier débat à avoir concerne quand même Arbel, car il semble bien que la rue Viollet soit plus l'objet d'un chantage politique que d'une décision économique murement réfléchie.

Dans ce cadre-là, faut-il ou non céder à ce chantage ? Faut-il ou non rester rue Viollet ? Cela dépend bien sûr en premier lieu de la combativité des travailleurs de Lip et en particulier de ceux de l'armement, mais aussi en grande partie du rapport de force global qui est

loin d'être aussi favorable aux Lips qu'en août-septembre. De toute manière, une première décision est prise : aucun Lip ne voudra travailler chez Arbel sans qu'au-paravant des pré-négociations, au moins sur le problème spécifique de l'armement, sur le problème du statut social, n'aient eu lieu, sinon ce serait se livrer pieds et poings liés. De la même manière, aucun Lip ne doit accepter de faire un travail quelconque avant que ce problème n'ait été réglé.

Mercredi après-midi un premier piquet sera installé à Palente au cas où quelques travailleurs qui auraient été sollicités par Arbel viendraient faire un inventaire. De la même manière, jeudi matin, un autre piquet sera installé.

Sur d'autres aspects du plan, le débat ne fait que commencer et porte essentiellement sur le moyen de contrôler la réembauche effective de tout le monde, de contrôler qu'aucun licenciement n'a été effectué, en effet, le gouvernement se donne une large marge de manœuvre en décidant que chacun serait réintégré dans le personnel actif selon la bonne marche de l'entreprise. On voit déjà ce que cela va signifier pour les premiers réembauchés : cadences élevées, appel à l'émulation, chantage permanent au chômage des camarades restés dehors en recyclage.

## CONTINUER LE COMBAT.

Au lieu de cela une question se pose : pourquoi ne pas partager entre tous les ouvriers d'un même secteur, le travail à faire sans diminution de salaire bien entendu ? Ainsi, si dans l'horlogerie dans l'immédiat il y a du travail pour 200 personnes à 40 h par semaine, pourquoi ne pas réembaucher tous les horlogers à 30 h ou un peu moins par semaine ? Plutôt que d'attendre la fin d'une période de formation, il vaut mieux avoir dès le début la garantie d'emploi, il n'en coûtera pas plus cher au gouvernement.

Ainsi, comme on le voit, la vigilance reste la dominante, les débats en AG, plus animés que jamais en sont la preuve, l'accent est mis également sur la popularisation : il faut expliquer le projet, expliquer les décisions prises, maintenir et renforcer les liens avec d'autres entreprises en lutte.

Aujourd'hui, la lutte de LIP entre dans une nouvelle phase, comme eux, nous devons rester vigilants, ne pas croire que tout est gagné. Le combat continue.



Une manif surprise a été organisée le 8 Janvier par les Lips, peu après leur assemblée générale quotidienne. Ils se sont rendus devant la SPEMELEC et après l'avoir occupée ont entrepris de déménager portes, fenêtres et tuiles du toit. Nous voyons ci-contre l'horloge pointeuse symbole de l'exploitation capitaliste-détruite.



Manifestation des Câbles de Lyon, Gennevilliers le 27.12.73

CABLES DE LYON :  
8 SEMAINES DE GREVE

## UN BILAN

Après 8 semaines de grève, l'opiniâtreté des grévistes de l'usine de Gennevilliers a pu imposer des négociations au mastodonte CGE. Mais elles se sont déroulées dans un véritable climat de reprise savamment entretenu par la direction de la CGT. La chose la plus précieuse qu'ont gagné les travailleurs des Câbles, c'est avant tout l'unité et la solidarité qu'ils ont su forger à travers la lutte.

Le travail a repris aux Câbles de Lyon. On peut d'ores et déjà faire le bilan de ce qui a été demandé et de ce qui a été obtenu :

1) *demandé* : Augmentation uniforme de 50 centimes de l'heure obtenue ; les manœuvres passeront OS 1 (ce qui concerne très peu d'ouvriers).

2) *demandé* : à travail égal salaire égal. obtenu : une grille des salaires compliquée avec 5 catégories différentes d'OS, dont les salaires oscillent dans une fourchette de 12 % pour chaque catégorie. Des augmentations différenciées pour certains, rien pour d'autres.

3) *demandé* : reconnaissance de la section syndicale CFDT créée dans la lutte.

obtenu : la section est créée (une section CGT s'est en outre créée à la fin de la grève). La possibilité d'avoir un délégué immigré est reconnue et des élections seront organisées au 30 janvier, ce qui permettra aux travailleurs de virer les délégués jaunes.

Les menaces patronales ne sont pas levées : la direction cherche toujours à licencier 4 animateurs de la grève, les militants les plus actifs de la section CFDT.

Ne nous le cachons pas : le bilan est maigre. Les travailleurs qui ont pris le tract CGT titrant « une étape victorieuse dans la lutte » l'ont lu en nant jaune. Mais ce n'est pas non plus un écrasement. Lundi c'est tous ensemble, en manifestation avec drapeaux rouges, banderoles, et sono, aux cris de « ce n'est qu'un début, continuons le combat » que les travailleurs ont repris.

### LES DIFFICULTES DE LA CFDT

La CFDT, majoritaire dans l'usine, mais largement minoritaire à Gennevilliers, a fait son possible pour soutenir la lutte. Mais l'absence d'une union locale

véritablement constituée, et l'attitude ambiguë des responsables de la métallurgie n'a pas permis d'offrir des perspectives suffisantes face à la CGE. Il aura fallu attendre un mois et une semaine pour organiser une conférence de presse. Et l'idée d'une manif vers le siège de la CGE a été écartée en arguant de l'absence de la CGT.

### LA DIRECTION DE LA CGT.

Peut-on construire une section syndicale contre une grève ?

La lutte des Câbles, c'était 300 travailleurs contre une usine du trust CGE, implanté dans toute la France. Une section syndicale CFDT combative mais toute récente. Pour vaincre ils avaient besoin d'un appui massif des organisations syndicales.

La fédération CGT (majoritaire au niveau du trust) et l'Union locale ont fait



Simonet

Gennevilliers le 27/12/73

ABATTOIRS DOUX

## TROP DE POULETS

Une usine sans chauffage où le personnel travaille debout, pas d'eau chaude dans les douches, 40 heures pour moins de 1000 F, 500 têtes de poulets à couper par heure les pieds pataugeant dans le sang : en résumé, une sorte d'enfer.

Cela existe en Bretagne, à Pedervec pour être plus précis. Les 87 ouvriers de l'abattoir se sont mis le 5 décembre en grève pour obtenir des salaires décent et de meilleures conditions de travail « Quand quelqu'un tombe dans le bac à viscères, et ça arrive, il faut le nettoyer au jet. Il doit attendre d'être rentré chez lui pour se sécher ».

Depuis le début de la grève, une moissonneuse bloque l'entrée de l'usine, et les grévistes campent devant. Au cours des assemblées générales quotidiennes, l'ordre du jour est fixé.

Mais Monsieur Doux, le directeur, fait partie de ces patrons de choc que l'idée seule de céder rend malades. Aussi jusqu'à aujourd'hui n'a-t-il rien cédé. Sa seule intervention a été de porter plainte contre le délégué CFDT pour entrave à la liberté du commerce.

Le Comité de Soutien auquel participent les grévistes assure une aide financière et politique

après de la population. A noter : l'attitude du PC et de la FEN qui appellent à une collecte, tout en invitant à ne pas verser au comité de soutien.

Déjà trois autres abattoirs, contrôlés eux aussi par Doux, sont entrés en grève sur leurs revendications propres, après qu'une délégation de Pedervec soit allée leur rendre visite (notamment à Plouray).

Dimanche dernier, Doux et Ollivier, le maire de Guingamp, ont rompu les négociations et fait intervenir la gendarmerie mobile, après que les travailleurs aient mis en place un piquet de grève devant la mairie.

Parallèlement, la répression s'abat sur des lycéens de Guingamp qui s'étaient mis eux aussi en grève. Le proviseur décidait de les faire réinscrire un par un.

L'impatience est de plus en plus vive dans les abattoirs. L'issue du conflit des travailleurs de « Doux » prend une signification dépassant le cadre de la région. Les patrons ne veulent pas céder sur les salaires et une victoire chez Doux représenterait une victoire pour tous les travailleurs.

Correspondant

preuve d'une étonnante passivité :

- Pendant 3 semaines : rien (sauf les classiques mises en garde contre « les éléments extérieurs au mouvement ouvrier »)

- Puis un soutien dosé, limité (l'U.L. collectera moins que le comité de soutien, alors que Gennevilliers est un bastion CGT) - Refus de toutes les initiatives de solidarité proposées par la CFDT obligée de les porter à bout de bras : refus de participer à la manifestation du 27 décembre, au gala de soutien, à la 2e manifestation du 10 janvier...

- Rien sur les autres usines du trust. - Aucune riposte réelle (à part l'intervention personnelle du maire PCF) face à l'intervention des flics la veille de Noël. C'est un précédent grave dans une municipalité ouvrière où les traditions de solidarité étaient grandes.

Une section CGT s'est créée. C'était au moment où - après l'intervention des flics - une centaine de personnes (employés de bureau, cadres), tous français, reprenaient le travail. Les grévistes des Câbles ont appris son existence par la « Voix Populaire » l'organe local du PCF !...

Cette section, la CGT ne l'a pas créée en faisant des propositions d'action en AG, ni en prenant des responsabilités dans le Comité de Grève. Non : c'est quand le comité de grève et les grévistes s'en allaient en délégation auprès de l'Inspecteur du travail, que le perman local de la CGT regroupait quelques travailleurs dans une réunion de division pour leur tenir le

« langage de la raison » : la grève n'a que trop duré, il faut reprendre, refaire l'unité des grévistes et des non-grévistes pour continuer plus tard la lutte sous d'autres formes derrière une section syndicale responsable...

### LE ROLE DU COMITE DE SOUTIEN

Créé dès le début de la grève sur une base unitaire (PSU, CDP, PLR, Rouge, Ecole Emancipée), il eut un grand rôle dans la popularisation : collectes affiches, diffusion de milliers de tracts, organisation du gala, participation aux manifs.

Les camarades de PLR, présents dans le Comité de Soutien, avaient des responsabilités dans la grève. Un débat s'est engagé avec eux tout au long de la lutte notamment sur la compréhension de la tactique à adopter vis-à-vis de l'appareil CGT. Le bilan en sera tiré avec eux.

### LES ACQUIS DE LA LUTTE

Pendant 8 semaines, 300 travailleurs, dont 90 % d'immigrés, sans section syndicale préalablement constituée ont tenu face à la CGE. C'était leur première expérience de lutte. Malgré les difficultés et les pièges que leur tendait un patron de choc avec derrière lui la justice et les flics, malgré les manœuvres et les tentatives d'intimidation, tenir 8 semaines, en pleine période de fête, alors que la situation économique menace l'emploi des travailleurs, et au premier chef des immigrés, ce n'est pas rien ! Créer une section syndicale, un Comité de grève, se réunir chaque jour en AG, surmonter la crainte de se mettre en avant malgré les risques, surmonter les problèmes pour réussir à discuter les différentes propositions en trois langues, régler les problèmes administratifs et financiers de chacun ; non ce n'est pas rien !

Bien sûr, 8 semaines de grève pour des travailleurs immigrés qui devaient envoyer de l'argent à leur famille pour la fête de l'Aït et Kebir, c'est long.

Surtout quand les syndicats n'offrent pas de perspectives tangibles. Ils ont dû rentrer.

Mais ils ont forgé dans leur lutte avec leur section syndicale, une unité de combat ; il s'agit maintenant d'en préserver les acquis face aux menaces de 4 licenciements. Rien ne doit plus être comme avant aux Câbles de Lyon de Gennevilliers.

le 14 janvier

# A L'EST DU NOUVEAU

A en croire les images d'Épinal, la Lorraine tout entière est depuis longtemps une région classée parmi les plus acquises au régime de France et de Navarre.

Et pourtant, depuis le début janvier, les mineurs sont en grève. A l'origine du mouvement, les cheminots qui stoppent le travail empêchant ainsi le transport du charbon vers les cokeries.

La réponse de la direction est sans ambiguïté : les 10 000 ouvriers des houillères sont lock-outés. L'attitude des syndicats face à cette situation est diverse : la CFDT soutient depuis le début, la CGT va passer le plus clair de son temps à effectuer des renversements à 180 degrés, sur les chapeaux de roues (4 en 48 heures).

Aujourd'hui, le bassin entier est menacé de paralysie. L'épreuve de force est engagée entre mineurs et direction des HBL.

Dans le Bassin de Lorraine, toute la vie industrielle se résume en un mot : le charbon. Aucune usine ne pourrait fonctionner sans ce minerai. C'est une arme formidable entre les mains des mineurs, arme qui explique l'importance que prend un conflit, si réduit soit-il. C'est également une main-mise physique du patronat sur la classe ouvrière : salaires provenant des Houillères, logements accordés par les Houillères, médecine des Houillères, tout rappelle au mineur qu'il appartient aux HBL, qu'il est né pour être mineur et qu'il crèvera mineur, lorsque son fils aura pris la relève.

Contrairement au Nord, il n'existe pas de coron, c'est à dire de ville construite autour d'un puit. C'est ce système qui avait donné et donne une cohésion extraordinaire au milieu minier. Les voisins de palier, travaillant dans la même galerie, vivant sans arrêt côte à côte, se retrouvaient tout naturellement soudés au moment de lutter.

En Lorraine, il en va différemment. Des cités dispersées ont été créées parfois à 20 kilomètres des puits de Merlebach. Cela implique un service de cars affrétés par les Houillères, mais surtout des difficultés sans nom pour se joindre en dehors du travail.

La population est très diversifiée : outre les Lorrains et les Allemands, il y a des Polonais, arrivés depuis 1925, des Italiens, des Yougoslaves, des Espagnols et des Nord-Africains. Etant donné que les Lorrains parlent, le plus souvent, en patois, on imagine les difficultés linguistiques qui se posent.

A Forbach et Merlebach, les divertissements sont inexistantes : quelques boîtes de nuit et un cinéma porno côté allemand. C'est donc avec comme seul horizon la mine que vivent les mineurs. Le seul espoir de promotion sociale est d'aller travailler dans la métallurgie allemande.

Secteur d'élite lorsque le charbon constituait la principale source d'énergie du pays, les mineurs, aujourd'hui, sont mal payés et travaillent dans des conditions lamentables.

1600 F par mois pour un ouvrier du fond avec 25 ans d'ancienneté, sans compter les accidents du travail qui risquent de le déclasser et de lui abaisser son salaire.

## LA GREVE ACTUELLE

La crise de l'énergie de fin 73 a remis sur la table l'exploitation éventuelle d'une



plus grande quantité de minerai. Dans une telle position de force, les demandes refusées depuis toujours ont éclaté au grand jour.

Les cheminots, le 9 décembre, votent le principe d'une grève de 24 heures afin d'obtenir des assurances de non-déclassement d'un ouvrier en cas d'accident. Le déclassement, c'est la hantise du mineur. Lorsqu'il est blessé, on lui donne généralement un travail plus facile mais moins rémunéré. Un mineur qui s'est usé pendant 25 ans à extraire du charbon peut se voir remonter à l'air et avoir un abattement de salaire de 500 à 600 F. C'est un drame financier car des familles ont jusqu'à 12 enfants, mais c'est aussi un drame psychologique pour le gars qui se sent soudain inutile.

L'instrument de telles crapuleries c'est la médecine des Houillères, à la botte des patrons. Ces larbins en blouse blanche ne connaissent guère la silicose, par contre le nombre d'asthmatiques dans les mines atteint des chiffres records. La raison ? La silicose, maladie du travail, est pensionnée. Parfois, tout de même, on

déclare untel ou untel silicosé à des taux qui n'impliquent pas de changement de salaires.

Un exemple : un mineur est reconnu silicosé à 50 % par un docteur civil. Les Houillères rendent leur verdict : 15 %.

Or, les cheminots détiennent clef dans les mines. Ce sont eux qui mènent le charbon du puit vers les fourneaux où il est transformé en coke. Les fourneaux ont besoin constamment de combustible, faute de quoi ils explosent.

Les cheminots comptaient sur tous ces atouts pour faire céder le PDG, le tristement fameux Lagabrielle. Ce petit monsieur est connu pour être un fermeur de puits : à son actif : Decazeville, le Midi-Centre et maintenant la Lorraine. C'est l'incarnation du chômage. Pour seule réponse, il lock-oute les 10 000 ouvriers des Houillères.

L'axe Merlebach-Forbach est totalement paralysé.

La CFDT accorde son soutien dès le début. Il n'en va pas de même pour la CGT qui, dans un premier temps, condamne. Le dirigeant CGT local se fait vider au cours d'une AG des cheminots.

Les grévistes, chaque jour, se rencontrent sur leur lieu de travail et restent là durant 8 heures.

Devant la combativité exceptionnelle qui se fait jour, la sympathie réelle que le mouvement suscite chez les lock-outés, la CGT fait machine arrière. D'autant plus qu'il s'avère que Lagabrielle durcit sa position. La CFTC et FO participent à la lutte, mais prêts à signer pour des bouts de chandelle.

Les cheminots qui avaient accepté de transborder le minimum de charbon afin que les fourneaux de coke ne se refroidissent pas, apprennent au cours d'une assemblée générale que Lagabrielle essaie de les faire fonctionner avec des stocks anciens. Fureur des grévistes qui décident, pour le coup, de ne plus rien transborder. « Si on doit retourner en prison, on y retournera » déclare un vieux mineur. Les syndicats tentent de les raisonner. Rien n'y fait. Ce ne sera qu'au dernier moment qu'ils céderont.

La CGT alors lance son mot d'ordre de grève générale. Nouvelle assemblée générale : les cheminots sont nets, c'est non. Quitte à reprendre le travail, ils ne veulent à aucun prix de la grève générale.

Cela traduit l'amertume des expériences passées. Les staliniens payent le prix des saloperies d'hier. La CFDT, par opportunisme, se pliera à la position des grévistes. Du coup, une manifestation est proposée pour le mardi. Remarquons au passage que la CGT ne s'est guère battue sur son projet puisque lundi l'ordre venait d'en haut de retirer l'appel. S'il est vrai que la position des cheminots (peur de voir leurs revendications noyées) est compréhensible, il est tout aussi clair qu'une grève générale, largement suivie,

## 50 ANS DE LUTTE

L'histoire de la conscience politique des mineurs de Lorraine est directement liée à la trahison des staliniens en France et en Allemagne.

Bastion rouge dans les années 30-35, Thorez venait y tenir des discours en langue allemande revendiquant l'autonomie. Puis c'est le tournant nationaliste, il n'est plus question d'indépendance, la France et seule la France compte. Le Front Populaire passe et c'est l'invasion allemande.

Les dirigeants communistes et syndicalistes sont physiquement liquidés, privant les mineurs de leurs cadres politiques. Le pacte germano-soviétique achève de désorienter la majorité des ouvriers.

La Lorraine va verser dans la passivité. Le camp de concentration ouvert près de Forbach fait planer une menace quotidienne sur d'éventuels résistants. Un système d'équipes de surveillance est mis en place dans et hors des puits par les nazis. Les menus sabotages accomplis par ceux qui étaient passés au travers des mailles du filet fasciste ne désorganiseront guère la production de charbon.

A la Libération, le gouvernement De Gaulle-Thorez est mis en place. « Produire plus, produire toujours » est la maxime du secrétaire général du PCF. De 45 à 47, le travail se poursuit les samedis et dimanches. Les grèves de 47 sont combattues par les staliniens. Se servant d'un catholicisme fervent chez les Lorrains, la CFTC, sur la base d'un anti-communisme virulent, va prendre pied et connaître de vifs succès aux côtés de sa sœur siamoise FO. Aujourd'hui encore ces deux syndicats représentent 35 % des voix aux élections professionnelles.

1948 : la grève la plus dure de toute l'histoire des Houillères éclate. C'est la totalité des mineurs qui se bat contre la police. Le nombre des victimes s'élève à 30 morts dont des femmes.

Il faudra trois ans aux mineurs pour se relever. Ce sont les cheminots, transporteurs du charbon vers les fourneaux, qui arrêtent le travail. Ils sont réquisitionnés mais refusent la reprise. Leurs dirigeants seront embastillés.

En 1953, le mouvement de fermeture des mines atteint la Lorraine. Craignant à juste titre des licenciements, les mineurs arrêtent la production. La CGT s'y oppose, puis, devant la force du conflit, s'y rallie. Dans toute la France le soutien s'organise. La direction va être mise à sac et des émeutes vont éclater. Dans les rues de Merlebach, les auto-mitrailleuses patrouillent.

Après la décision de grève générale, la CGT propose pour les discussions un catalogue énorme de revendications, noyant ainsi les demandes initiales. Le résultat sera maigre : une augmentation de 98 centimes.

Cette lutte marquera la fin des grandes explosions lorraines. Le Bassin ne va guère plus connaître jusqu'en 68 que des conflits éclatés dans tel ou tel puit. La grève de mai 68 sera suivie, mais sans plus. Entre 68 et 74, deux conflits marquants : celui des 6/4 (voulant récupérer le temps de transport sur le temps de travail, la direction imposait comme nouveaux horaires : 6 h-14 h, 12 h-20 h, 18 h-2 h, 12 h-6 h) et celui de Faulquemont, mieux structuré mais se terminant sur un demi-échec.

C'est avec ce passif de semi-défaites mais aussi cet actif de combativité énorme que le mercredi 9 janvier les cheminots ont lancé leur mot d'ordre d'arrêt du travail.



correctement menée, dans un secteur aussi important que les mines, aurait été une baffe pour le gouvernement Messmer-Pompidou.

Toutefois, le meeting de mardi promet. Certains gars parlaient d'apporter des boulets de coke histoire de montrer à Lagabrielle ce que c'est que du charbon.

Dès le mardi matin, les cars de CRS patrouillent dans le Bassin. Les flics de Forbach sont arrivés comme renfort. La police des mines est mobilisée devant la direction. A 13 heures des assemblées générales réunissent les mineurs sur les puits. C'est là qu'on apprend que les cars sont supprimés. En conséquence, les 4/5 des mineurs ne peuvent se rendre à Merlebach.

A 2 heures un millier de travailleurs sont réunis devant la direction. Un millier, c'est peu. Pour Faulquemont, une manifestation avait réuni 6000 mineurs.

Les discours syndicaux sont sans surprise. La CGT et la CFDT demandent la levée du lock-out et que soit accordé ce que demandent les cheminots. FO et la CFTC centrent sur les propositions du patron : des vêtements de travail en plus pour chaque ouvrier. On les sent prêts à signer n'importe quoi. L'atmosphère est pesante, les gars sont venus pour autre chose. Aucune proposition claire n'est faite. Les participants se séparent, sous la pluie, tristement.

Les journalistes font les frais de la colère des mineurs. L'un d'eux vient demander un tract. Le distributeur le jette par terre en lui disant : ramasse. La télévision, qui n'interviewe que la CFTC, se fait injurier.

Des groupes discutent. Ce qui revient le plus souvent, c'est l'impression de s'être fait avoir, par les directions des syndicats. Une occupation des locaux, la séquestration du PDG étaient possibles, mieux : souhaitées.

Là encore, dépassées par les événements, les directions syndicales n'ont pas su trouver un objectif qui permette de faire basculer le rapport de force en faveur des grévistes. Elles ont laissé les cheminots seuls face au patron.

On peut compter sur la détermination des cheminots pour continuer la lutte mais il devient plus qu'urgent d'offrir des perspectives.

Le Bassin tout entier de la Lorraine risque d'être paralysé. C'est un atout de plus pour la grève. Aux syndicats de saisir cette possibilité.

Si Lagabrielle veut jouer les durs, il en sera pour ses frais. Les mineurs de Lorraine peuvent et doivent gagner.

- Satisfaction immédiate des revendications sur la non-possibilité de déclassement en cours de carrière !

- Levée immédiate du lock-out ! Non au chantage patronal !

SOVIREL : Plus que jamais l'unité indispensable.

○ A Sovirel, comme dans beaucoup d'entreprises, l'unité syndicale est difficile à réaliser. La riposte au licenciement du camarade Michel Hournon responsable syndical et de surcroît militant du groupe taube Rouge se heurte à ces difficultés. La position de nos camarades est pourtant claire.

Michel a des positions politiques, c'est son droit ! Mais tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions politiques (PCF, PSU, PS...), quel que soit leur syndicat CGT ou CFDT doivent prendre sa défense, exiger sa réintégration. En effet, par le licenciement de Michel, ce que veut le patron c'est démanteler l'organisation syndicale alors même que la perspective de crise économique met à l'ordre du jour la lutte pour les salaires et pour l'emploi.

Ainsi, le dernier interview parue dans « Rouge » des camarades de Sovirel semble avoir servi de prétexte à la direction de la CGT pour refuser toute action même sur le plan juridique. Des militants CFDT avaient également été choqués par des phrases ambiguës sur la collaboration de classe des syndicats avant la dernière période de luttes (« Rouge » est évidemment prêt à publier toute lettre émanant des sections syndicales).

Pourtant l'unité est nécessaire :

Malgré l'absence de la direction CGT qui avait refusé de participer au meeting de soutien auquel devait participer Charles Piaget, 180 travailleurs de la région ont participé à un meeting. Une motion a été votée à l'unanimité :

Motion votée au meeting CFDT à Nemours, le 8-1-1974, adressée aux organisations syndicales de Sovirel

*Les participants au meeting CFDT sur la répression concernant le cas de licenciement abusif de Michel Hournon constatent qu'il s'agit d'un cas flagrant de répression syndicale et souhaitent que l'unité d'action de tous les syndicats et travailleurs de Sovirel se réalise pour obtenir la réintégration de notre camarade.*

Les Lip qui n'avaient pas pu se rendre au meeting en raison des derniers événements à Besançon ont envoyé un télégramme :

Telex adressé à la section CFDT de Sovirel (8-1-74)

*Militants CFDT de LIP, retenus Besançon. Evénement grave pour conflit, suite paroles Premier Ministre. Toute la section CFDT Lip et travailleurs sont aux côtés travailleurs Sovirel dans lutte contre licenciement.*  
Charles Piaget

Ainsi, pour imposer la réintégration, il faut construire le front syndical de la base au sommet. Cela répond à l'aspiration profonde des travailleurs comme le révèle un article paru dans « La Mire » journal CGT-Sovirel « Au début de décembre, dans un meeting à propos des congés de Noël, il y avait de l'orage dans l'air. Un camarade interpellé a répondu en se fâchant qu'il avait ses deux cartes en poche (CGT, CFDT)... » Un exemple qui montre la voie !

QUAND LES STALINIENS VOIENT ROUGE...

○ Cela n'était jamais arrivé dans les Ardennes, maintenant

c'est fait : un groupe de militants, dont un dirigeant départemental de la CGT, ont attaqué le cortège de « Rouge » pendant la manifestation du 6 décembre à Charlesville, essayant de déchirer la banderole. Que disait cette banderole ? « DEHORS LES EXPLORITEURS ! GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ! », slogan d'ailleurs avancé par le secrétaire fédéral du PC dans son discours. Cette attaque physique est le fait de la fraction PCF dans la CGT, à l'insu de la FEN, du PS, de la CFDT, du PSU et de la majorité de la CGT.

Les camarades ont, dès le lendemain, envoyé une lettre à toutes les organisations, à tous les syndicats y compris locaux. Seul le PS n'a pas répondu. La CFDT et le PSU ont condamné l'attaque. La CGT demande à désormais... ne plus être seule à intervenir. Le PC, très ennuyé, dans une réponse aux syndicats et organisations démocratiques, écrit : « Nous ne croyons pas avoir transgressé les principes (d'unité). Mais, si tel était le cas, nous considérons que les critiques ne pourraient parvenir que de nos partenaires. Auquel cas, nous serions prêts à en débattre ».

Rappelons-le, il existe un principe sacré dans le mouvement ouvrier : on ne frappe jamais un camarade. Souhaitons que le même événement ne se reproduise plus.

COMMUNIQUE

NON A L'EXPULSION DES HABITANTS DU 55 RUE DE L'OUEST (Paris XIVème)

○ Au 55 rue de l'Ouest, nous sommes des travailleurs immigrés, locataires de la SEMIREP qui cherche une nouvelle fois à nous expulser. Elle a déjà commencé en cassant des portes et en murant des chambres.

En 1971, nous étions locataires au 10 rue Médéah, menacés d'expulsion par une société de « rénovation ». Après une lutte de plusieurs mois, nous avons forcé par de nombreuses délégations la SEMIREP à nous reloger au 55 rue de l'Ouest, en nous promettant qu'il ne sera pas démolit avant 1980.

SEMIREP n'a pas tenu ses promesses : au bout de deux ans, alors que les locataires étaient au travail, elle vient démolir et murer des chambres pour obliger les locataires à accepter un « relogement » selon ses désirs.

Nous refusons cela et nous demandons un relogement acceptable (avec eau et chauffage) au même prix (100 F par mois), dans le quartier et le même jour, ailleurs que dans un foyer-prison.

(...) NOUS EXIGEONS : Un relogement acceptable dans le quartier (avec eau et chauffage) pour tous et le même jour.

NOUS APPELONS TOUS LES MAL-LOGES ET LES MENACES D'EXPULSION AINSI QUE TOUS LES HABITANTS DU QUARTIER A VENIR DISCUTER AVEC

NOUS AU 55, RUE DE L'OUEST ET A NOUS SOUTENIR.

Les locataires du 55 rue de l'Ouest

AUX CHEQUES A ROUEN LA GREVE DU ZELE

Depuis le 2 janvier, 300 employées des Cheques postaux de Rouen ont décidé après une assemblée générale d'appliquer la stricte réglementation dans le mode opératoire de la vérification des chèques pour l'obtention d'horaires diversifiés (vacation unique, brigade mixte) et d'effectifs supplémentaires.

Actuellement, c'est à 10 heures de présence par jour que ces femmes sont astreintes, une coupure de 2 h 30 ayant lieu le midi.

Ces conditions ne pouvant qu'aggraver l'oppression dont sont l'objet les femmes dans la société actuelle, dans le rôle qui leur est assigné, celui de mères reproductrices. Face à cela, l'administration a commencé sa campagne de division, en essayant d'intégrer la section FO, mais les travailleurs sentent bien que ce n'est qu'un début et qu'il leur faudra durcir l'action.

Pour l'unité à la base ! Horaires diversifiés au choix des employées :

- Mixte : 7 h 30-11 h 30 ; 14 h-17 h 30

- Vacation unique 8 h-16 h Brigade

Augmentation des effectifs.

Correspondant

DYNAMIC CONTINUE

○ Au 32ème jour de grève, une délégation de grévistes de l'usine d'Ormoix remettait au négociateur une lettre lui demandant une ouverture immédiate des négociations. M. Khan, PDG de Dynamic, a répondu en exigeant la reprise du travail sans conditions. Le négociateur a alors été dûment séquestré. Le patron a dû envoyer les flics pour le « libérer ».

Les travailleurs, qui exigeaient une négociation directe avec Khan, ont été embarqués par la police.

Dynamic continue, décidé à aller jusqu'au bout dans sa lutte.

NON A L'EXPULSION DU FOYER LOSSERAND

○ La lutte continue. La combativité des travailleurs n'a pas failli malgré les manœuvres de l'administration. Au contraire, ils sont prêts à se battre même sous la menace policière pour obtenir l'application de leurs droits et montrer que l'administration est prête à violer sa propre légalité en employant la force pour aboutir à ses fins.

Les habitants du quartier l'ont compris : plus de deux cent d'entre eux se sont engagés à venir le jour de l'expulsion, à ne pas laisser le régime accomplir ses coups bas sans riposte.

A l'heure où nous mettons sous presse, le pouvoir aura peut-être tenté l'expulsion en croyant ainsi régler une affaire de plus.

Mais, quoi qu'il advienne, les liens tissés entre les travailleurs immigrés et les travailleurs du quartier se seront pas sans lendemain.

Correspondant

# des fleurs pour marcellin ?



Conférence de presse du Comité Police-Justice-Pressa. Fotolib

« Vous êtes le meilleur ministre de l'Intérieur depuis Clémenceau ». Marcellin fait circuler aujourd'hui cette phrase qui lui aurait été adressée par le président de la République soi-même. Vraie ou fausse, la citation et l'usage qui en est fait sont significatifs : si le ministre de l'Intérieur doit assurer soi-même sa propagande, et en termes si peu mesurés, c'est qu'il n'y a plus grand monde pour le faire à sa place ; et qu'au plus haut niveau de l'appareil gouvernemental, beaucoup sont prêts à le jeter aux orties. Mais qui et comment ?

L'affaire du 21 juin 1973 et de la dissolution de la Ligue Communiste n'a certes pas fini de provoquer des remous. Il est significatif que le livre de Gérard Monate : « Questions à la police » qui paraît cette semaine, la remette cinq ou six fois sur le tapis en l'espace de 200 pages consacrées au problème actuel de la police. Mais il y a eu, depuis, l'affaire des micros du Canard Enchaîné et la révocation de l'inspecteur Breton qui, toutes deux, ont mis le ministre de l'Intérieur en accusation. Sans oublier les crimes contre les travailleurs immi-

grés dont la police ne retrouve pas les auteurs, ou les policiers voleurs et les policiers proxénètes...

Ce qui apparaît clairement, à travers tout ce tumulte fait autour de la police, c'est que le ministre de l'Intérieur, qui s'est toujours fait le champion de l'ordre dans la rue, n'arrive plus à maintenir l'ordre dans l'opinion publique, où la fonction policière se déconsidère rapidement. Et comme, dans le même temps, les syndicalistes policiers mettent les points sur les i, les autorités — ministre en tête — se trouvent isolées et prises en tenaille. « De toute façon, complice ou incompétent, c'est Marcellin le responsable » a été le refrain de ces dernières semaines.

On subodore que certaines affaires ont été sciemment déclenchées par une fraction de l'appareil d'Etat. On suppose que le ministre, sentant le sol se dérober sous son portefeuille, a donné son testament politique lors de sa déclaration de guerre de décembre à l'Assemblée nationale. On estime que l'affaire Breton, une affaire politiquement stupide, soit lui a été imposée, soit correspond de sa part à un mesquin

« Après moi, le déluge ». Et on avance des noms. Galley à la tête de la fraction la plus dure du gouvernement et promis aux plus hautes destinées. Malaud pour remplacer Marcellin... La fraction la plus dure, c'est à dire celle qui tient l'armée et qui a avoué publiquement ses sympathies idéologiques pour Pinochet et ses bouchers, celle qui se fait fort aujourd'hui de mater l'arrogance ouvrière...

Certes, aucun jeu n'est fait. Mais il y a trois certitudes. Tout d'abord que Marcellin ne partira pas sans y être forcé. Ensuite que, le roi mort, le royaume demeure, et que l'essentiel est là : l'appareil policier mis en place par Marcellin ne peut qu'être renforcé aujourd'hui par la Vème République. Enfin, que le choix de Pompidou sera déterminant : sacrifier le ministre de l'Intérieur serait une défaite évidente, certes, mais neut-être indispensable à la continuation du renforcement de l'Etat fort. En ce sens, le compliment fait par Georges à Raymond pourrait être déjà une magnifique couronne mortuaire.

F.L.



Fotolib

UN POLICIER  
QUI NE VOULAIT PAS ETRE  
« GRAND, FORT ET BÊTE »

☐ L'inspecteur de police Breton a donc été révoqué (voir Rouge N° 235) pour avoir pris la parole devant les travailleurs de Lip. A travers lui, ce n'est pas simplement son syndicat (CFDT-Police) qui est visé, mais l'ensemble du syndicalisme policier et, de façon plus générale, le droit même à l'activité syndicale.

C'est ce qu'ont compris les organisateurs de la conférence de presse du 14 janvier, qui devait exposer à l'ensemble de la presse le problème de l'inspecteur Breton. Le bureau National de la CFDT, la direction CFDT-Police, CGT-Police, du syndicat autonome de la police, du syndicat de la magistrature y étaient présents, ainsi que le Comité de liaison Presse-Police-Justice. Y furent dénoncées ces limites au droit de grève de certains fonctionnaires que sont le « statut spécial » et « l'obligation de réserve ». Statut spécial de la police qui prive les policiers du droit de grève et qui, par exemple, permet de muter sans préavis l'un d'eux « dans l'intérêt du service » sans avoir même à lui en donner les raisons. Obligation de réserve qui est censée s'appliquer à tous les fonctionnaires, qui prive juges et policiers du droit de s'exprimer et qui est utilisée pour réprimer tous ceux qui enfreignent dans le mauvais sens la « loi du silence » (c'est à dire en attaquant le pouvoir). J.-L. Breton a été puni pour cela. Ce qui est grave c'est que cette obligation de réserve, qui ne doit pas interdire les activités syndicales, est utilisée cette fois-ci contre un dirigeant syndical

dans l'exercice de ses fonctions. Ce qui est grave c'est que cette sanction décidée par Marcellin rétablit en France le délit d'opinion. Ce qui est inquiétant enfin c'est qu'il s'agit d'une provocation délibérée : les autorités supérieures n'ignorent pas que la décision sera cassée par le Conseil d'Etat, comme ont été cassées dans le passé nombre de décisions semblables ; ce qu'il cherche, c'est l'affrontement, dans l'immédiat du moins, avec tous les policiers qui ne veulent pas être, à l'instar de la brigade anti-gang chérie par le pouvoir, « grands, forts et bêtes », avec tous ceux qui ne sont ni voleurs, ni matraqueurs, ni membres du SAC, ni amis des proxénètes. Pourquoi ? Parce que ces policiers dénoncent aujourd'hui ce que Marcellin veut faire de la police, parce qu'ils sont un obstacle au développement de l'Etat policier.

Mais Marcellin a-t-il frappé juste ? Encore une fois, la réponse dépendra de l'ampleur de la riposte. La CFDT met en place une campagne nationale d'explications et d'informations sur les problèmes de la police. Et l'ensemble des organisations présentes à la conférence de presse projette un grand meeting de protestation à la Mutualité. Il est clair que ce meeting, s'il se tient, ne pourra avoir qu'une seule signification, qu'un sens, qu'un seul mot d'ordre, même informulé : « Marcellin dehors ! », exprimé par ceux-là mêmes dont Marcellin veut faire ses instruments. Pour une fois, ce n'est pas nous qui contredirons la police.

F.L.

## une situation explosive

7 décembre : 500 000 litres de fuel incendiée dans le Territoire de Bel-fort.

29 décembre : 1 500 000 litres dans le Doubs.

6 janvier : 3 millions de litres en fumée à Mâcon.

Dans un même temps, 30 kilos de nitramine (explosif très puissant) sont découverts dans une 2 CV accidentée. Mercredi dernier, des armes sont dérobées dans l'Isère. Entre Marseille et Manosque, 25 kilos d'explosifs disparaissent d'un camion. Plus spectaculaire encore, des missiles type Sam 7 auraient été volés dans des dépôts militaires européens.

Pompidou plaisante : « Si je voulais faire des attentats, est-ce que je choisirais d'être basque, breton, corse, turc ou palestinien ? ». Marcellin, lui, est tout aussi limpide : « Des actes de violence apportés récemment en France sous les prétextes les plus divers soit par des nationaux soit par d'autres personnes... ».

Mais ces explosions ces vols, ces découvertes font suite à une campagne raciste telle que la France n'en avait pas connue depuis l'OAS : une moyenne d'un mort nord-africain par jour qui a vu sa sinistre apothéose dans l'attentat de Marseille.

Alors, les autorités jouent l'affolement et vont même jusqu'à faire état d'un attentat prévu contre Pompidou pour le 24 janvier. Elles jouent aussi un « extrémisme » contre l'autre : les perquisitions ont lieu aussi bien à droite qu'à gauche et la grande presse maintient soigneusement l'ambiguïté : fascistes ou gauchistes ?

Un certain nombre d'éléments permettent tout de même d'en juger. Tout d'abord, le fait que la « stratégie de tension » consistant à amener le pays au bord de la guerre civile pour faire basculer le pouvoir dans les mains des militaires, est utilisée depuis plusieurs années par les fascistes italiens. Mais aussi : il est avéré aujourd'hui que les « attentats » contre De Gaulle étaient plus que douteux et servaient avant tout à rasseoir sa politique momentanément mise en danger. Mais encore : à Besançon, les attentats « gauchistes » de 1968 étaient le fait de commandos UDR ; à Bordeaux, des membres du SAC ont avoué récemment avoir eu le projet (entre les deux tours des législatives) de faire sauter des édifices publics pour ramener les électeurs dans le sein de l'UDR ; de façon générale SAC et CDR avaient prévu cela à l'échelon national en cas de victoire de la gauche...

Aujourd'hui, la majorité voit son avenir gouvernemental se réduire de jour en jour, reprend-elle sans jeu de mots, le flambeau de la subversion explosive ?

Les rapports de police ne doivent pas nous induire en erreur : la police « découvre » ce qu'elle veut quand elle veut. La preuve en a récemment été donnée par la DST : mise en cause, ridiculisée par l'affaire du Canard Enchaîné, cette officine, pour redorer son blason (et justifier les écoutes téléphoniques) a soudain découvert... un complot turc en France. Nul doute que les Renseignements Généraux de la police « découvriront » des preuves d'un complot gauchiste dès que ce sera nécessaire...

Si l'origine « de droite » des attentats actuels ne fait guère de doute pour ceux qui ne portent pas d'aiguilles ou ne lisent pas « Le Parisien Libéré », il ne faut pas tomber non plus dans le piège des complots d'une extrême-droite incontrôlée. Qu'anciens OAS ou Ordre Nouveau soient utilisés, c'est possible. Mais l'idée, mais les chefs, mais l'argent viennent du pouvoir lui-même. Mais la main qui tire les ficelles est quasiment officielle. Mais l'idéologie des plastiqueurs n'a pas besoin d'aller chercher ses références dans un passé lointain : Galley, Druon, Marcellin disent haut et clair leur amitié pour Pinochet et la « reconstruction nationale » qui massacre aujourd'hui au Chili.



# LES TROIS AGES DU PETROLE

LA CRISE PETROLIERE DE 73 N'EST PAS TOMBEE DU CIEL,  
ELLE ETAIT PREVISIBLE.  
ON PEUT MEME DIRE QU'ELLE A ETE SOIGNEUSEMENT PREPAREE ....

**Le pétrole** c'est plus qu'une source d'énergie, c'est une fantastique source de revenus. Depuis des dizaines d'années l'état du marché des hydrocarbures a eu des conséquences sur l'économie mondiale et les rapports de force entre Etats. On peut distinguer de ce point de vue 3 périodes successives.

## L'âge d'or du pillage

Jusqu'en 1950, l'histoire du pétrole est caractérisée par la *domination absolue* de 7 trusts gigantesques sur le marché mondial du pétrole : Exxon (2ème entreprise US), Royal Dutch Shell (1ère entreprise non US), Mobil Oil (7ème US), Texaco (8ème US), Gulf Oil (11ème US), Socal (12ème US), BP (4ème non US).

Cette période, qui correspond à l'apogée de l'impérialisme américain, voit ces 7 majors faire leur loi sur les prix tant à la production qu'à la consommation :  
- C'est le temps où - pour éviter que les Etats producteurs n'aient pas l'idée de l'importance de leurs profits, - ils gardent secrètes les clauses d'exploitation et les coûts de production.

- C'est le temps où le prix facturé aux consommateurs est calculé selon l'incroyable système du « prix du golfe » : le pétrole du Golfe du Mexique (dont l'extraction est assez coûteuse) est choisi comme prix de référence pour tous les prix internationaux y compris ceux de régions où le coût réel est beaucoup plus bas. Mieux encore, on ajoute à ce prix, celui d'un *fret fictif* (transport maritime) entre le golfe du Mexique et le lieu de livraison, même si le pétrole vient de contrées beaucoup plus proches !...

Les Majors imposent littéralement leur loi à tous : alors que les coûts de production diminuent, les Majors réussissent à bloquer les prix de vente en les maintenant à un niveau élevé. Dans les pays producteurs ils se livrent à un pillage

incroyable des ressources naturelles : ainsi, ravagée par une exploitation dévastatrice, la production du Mexique tombe de 31 Millions de tonnes en 1920 à 6 Millions de tonnes en 1930.

Mais progressivement les pays consommateurs et les pays producteurs vont essayer de limiter les superbénéfices des compagnies et de s'approprier une fraction du surplus pétrolier.

## - Les nouveaux venus et la baisse des prix

Au lendemain de la 2è guerre mondiale le plan Marshall aide les économies européennes ravagées par la guerre à se relever. Mais peu à peu l'Europe et le Japon vont passer du stade d'« assistés » à celui de *rivaux*. Pays consommateurs de pétrole, ils supporteront de moins en moins bien la domination des « Majors », dont ils vont essayer d'entamer la situation de monopole absolu. Peu à peu l'Italie avec l'ENI, la France avec l'FRAP, le Japon avec la Japanese Export Oil créent des sociétés pétrolières indépendantes qui vont chercher à obtenir des concessions directement dans les pays producteurs. Les gouvernements occidentaux s'efforcent de poser des barrières aux activités du cartel.

Cette apparition de nouveaux venus ne mettra jamais sérieusement en péril la domination écrasante des Majors qui resteront les maîtres du jeu. Mais elle contribuera, avec d'autres facteurs (exportations de pétrole d'URSS, découverte de gisements de bons rapports...) à faire baisser le prix du pétrole sur le marché mondial.

Cette baisse, qui se marque nettement dans les années 60, pousse les pays producteurs dont les intérêts sont menacés, à essayer d'y mettre fin et de consolider leur position face à la

dictature et au pillage des Majors, en unissant leurs efforts. En 1960 l'Irak, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Séoudite et le Venezuela fondent l'OPEC, association de producteurs pétroliers.

Mais les conditions du marché (« marché d'acheteurs » où l'offre tend à dépasser la demande) limitent l'efficacité de leur action. Jusqu'en 1970 la majorité d'entre eux n'obtient guère plus qu'une augmentation de leurs prélèvements fiscaux : pas de contrôle sur la production, pas de moyen d'enrayer la baisse des prix ; mieux : le montant de leurs ventes est payé dans une monnaie qui se dévalue... De fait c'est l'impuissance.

## - L'effacement de 1970

En 1970, le marché du pétrole se tend brusquement, mettant les vendeurs en position de force par rapport aux acheteurs : pays producteurs face aux compagnies, compagnies face aux importateurs. Une raréfaction de l'offre s'est combinée avec une augmentation brusque de la demande et des coûts :

- la TAPLINE (pipe-line transarabe) qui amenait 17 % du pétrole d'Arabie Séoudite dans un port du Liban fut fermée par suite du refus de la Syrie de le laisser réparer après un accident en mai 70, tant qu'elle ne recevait pas de péages plus importants.

- Les nouveaux dirigeants lybiens augmentèrent les impôts des compagnies pétrolières, les prix et exigèrent une diminution de la production que des trusts de second rang, comme l'Occidental Petroleum, pompaient à un rythme effréné depuis 1960.

- Les coûts des frèts par bateau augmentèrent fortement du fait que les compagnies ayant compté sur une réouverture rapide du canal de Suez,

fermé depuis 1967, avaient attendu trop longtemps avant de commander les bateaux supplémentaires nécessaires.

- L'année 1970, la demande de pétrole sur le marché capitaliste crut de 19-20 % au lieu de 8 % les années précédentes.

- Les nouveaux gisements s'annonçaient très coûteux (Mer du Nord, Alaska, Golfe de Guinée, Amazonie, Sibérie Orientale) et leur exploitation apparaissait devoir être retardée par les gouvernements pour des raisons de protection de l'environnement.

Cette tension du marché mit les pays producteurs en situation d'exiger des concessions de prix de plus en plus importantes de la part des compagnies. Une série de nationalisations furent opérées (Lybie, Algérie, Irak). Après la crise de 1970 les accords conclus successivement à Téhéran, Tripoli, Genève et New-York, concrétisent les exigences des producteurs :

- Majoration des impositions (taux minimum 55 %)

- Uniformisation et nouvelle augmentation des prix

- Essais de protection contre l'inflation

- Participation dans le capital des sociétés existantes.

Les pays producteurs avaient consolidé leur position sans réaliser toutefois de contrôle réel sur la production et la distribution. Mais ce tournant de 1970 qui faisait entrer le marché des hydrocarbures dans une phase de hausse tendancielle des prix allait bouleverser les données du jeu pétrolier. La situation était mûre pour une deuxième crise, beaucoup plus grave, celle de 73-74...

Ce dossier doit énormément à la série d'articles de fond publiés dans « La brèche » journal de la LMR, section suisse de la IVème Internationale. Il n'est pas inutile non plus de lire le livre de J.M. Chevalier : « Le Nouvel enjeu pétrolier ».

# L'ESSENCE DE LA CRISE

Le 16 octobre 73, sur les téléscripteurs des agences tombe une nouvelle qui fait sensation : 6 pays arabes du Golfe persique élèvent unilatéralement le prix de leur pétrole de 70%. Le 17, l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP) décide de diminuer sa production de 5% par mois et de mettre un embargo total sur les livraisons de pétrole aux USA et à la Hollande pour les forcer à abandonner leur politique de soutien intensif à Israël. Leur but déclaré est la restitution par Israël des territoires occupés et le rétablissement des droits nationaux du peuple palestinien.

La hausse des prix du pétrole est donc un moyen d'imposer une modification des termes de l'échange entre pays producteurs et consommateurs; son rationnement, lui, est un moyen de pression politique : la fameuse « arme du pétrole. »

**■** En réalité, qui voudrait ne s'en tenir qu'à cette donnée immédiate ne comprendrait pas grand chose à la lutte complexe qui se mène au travers de la crise pétrolière actuelle. Plusieurs indices, en effet, montrent que dans les mains des bourgeoisies arabes, cette arme du pétrole n'est qu'un fleuret moucheté :

- Ceux qu'on trouve à la tête du « mouvement des pays producteurs » appartiennent à la crème de la réaction arabe (l'Iran, l'Arabie Saoudite par exemple) et sont traditionnellement liés aux USA.

- Effet spectaculaire de la crise : l'impérialisme américain, théoriquement le premier visé, non seulement n'a eu aucune mesure de rétorsion, et voit sa monnaie, le dollar - dont les cours s'étaient régulièrement affaiblis - remonter en flèche.

- Les grandes compagnies pétrolières, théoriquement menacées, ne semblent pas s'affoler outre mesure. A la réunion du 17 novembre avec l'OPEP, leurs représentants ont déclaré... qu'ils n'avaient pas d'opinion sur la crise actuelle !

- Par contre, les gouvernements des pays européens et en particulier ceux qui sont considérés par les Etats arabes comme des « pays amis » semblent en proie à une inquiétude grandissante.

Il faut donc, sous peine d'être incapable de rendre compte de ce qui se passe aujourd'hui, analyser à fond la politique et les moyens des différents protagonistes.

## LES PROFITS DES TRUSTS PETROLIERS

Les Majors (dont 5 sur 7 sont américains) sont confrontés à deux données qui fondent leur stratégie à long et à moyen terme : d'une part la perspective d'un épuisement des gisements de pétrole (d'ici quelques dizaines d'années), et, d'autre part les exigences grandissantes des pays producteurs. Leurs plans mûris de longue date s'appliquent à y répondre :

\* à long terme (30-50 ans), ils préparent la fin du pétrole en se donnant les moyens d'avoir le monopole des sources d'énergie alternatives : aux USA par exemple, les trusts pétroliers contrôlent déjà environ la moitié de l'industrie atomique ; ils contrôlent aussi 32% des gigantesques réserves de charbon américaines. Ils sont à la première place des préparatifs d'exploitation des schistes bitumineux des Montagnes Rocheuses et des sables asphaltiques de l'Athabasca.

\* à moyen terme (10-20 ans), ils veulent se dégager des pays du tiers-monde trop peu sûrs politiquement, en particulier des pays arabes dont les revendications ont grandi. Les recherches de pétrole s'orientent vers des régions où

la domination de l'impérialisme est la plus sûre : côtes des pays impérialistes, mer du Nord, Alaska, Amazonie (dans ce cher Brésil).

\*

Seulement, sur le chemin de ces objectifs, deux problèmes se posent aux trusts : d'une part ces sources d'énergie ne sont pas concurrentielles avec le pétrole, car leur mise en valeur exige des coûts plus grands. D'autre part, ces objectifs exigent des investissements colossaux, estimés à 1000 milliards de dollars.

C'est pourquoi, dès 1971, les Majors engagent une offensive sur 3 fronts

\* élever massivement le prix du pétrole des pays producteurs afin d'enclencher un processus de hausse du prix du pétrole qui rende à terme ces nouvelles sources d'énergie rentables. (Ce qui leur permet au passage d'élever leurs marges de profits en levant encore plus leur prix de vente).

Ainsi, les hausses successives du prix du brut concédées à l'OPEP, apparues comme des victoires du tiers-monde étaient le fruit non de concessions des compagnies mais de leur volonté a priori.

\* faire financer leurs projets par les gouvernements.

Aux USA, les trusts pétroliers qui bénéficient déjà d'avantages fiscaux exorbitants au titre de l'indépendance énergétique du pays, reçoivent de surcroît des subsides pour la mise en valeur de nouveaux gisements pétroliers, des gisements de schistes bitumineux, etc.

Mais leur grand coup de maître est de se faire financer par les pays producteurs eux-mêmes, tout en faisant passer cela pour la concession d'une « participation » de ces pays : l'Iran participe aux recherches en mer du Nord, l'Arabie Saoudite investit dans l'industrie pétrolière américaine...

\* augmenter leur part dans la distribution des produits pétroliers, pour augmenter les profits en aval et compenser éventuellement les diminutions de profits en amont. Aux USA, les 5 premiers trusts du pétrole contrôlent 32,5% du marché de la distribution des pays pétroliers.

\*

La crise du pétrole n'est que la continuation de la politique engagée dès 1971 par les Majors. Cette crise - il est bon de le rappeler - commença aux Etats-Unis 6 mois avant l'embargo arabe. Elle fut d'ailleurs magnifiquement orchestrée :

\* 28 mars : Texaco commence à rationner l'essence à Los Angeles.

\* Début mai : Socal rationne l'essence dans les Etats de l'Ouest.

L'explication de cette « pénurie »

fournie par les trusts est l'insuffisance des capacités de raffinage aux USA. En fait, le 6 avril, l'Office américain de défense économique signale que les raffineries US n'utilisaient que 88,7% de leur capacité !

La véritable explication, c'est Allan Hamilton, trésorier d'Exxon, qui la donna avec beaucoup de cynisme : « Tant que la réelle nature de la crise n'est pas comprise et que les niveaux de profits ne serait pas tels que l'industrie aura confiance dans la rentabilité de ses investissements, l'approvisionnement en énergie ne se développera pas » (Platts Oilgram News Service, 15 sept. 1972). Une façon de déclarer ouvertement que la cause de la crise n'est pas une pénurie de pétrole mais une pénurie... de profits !

Ce qui laisse rêveur, quand on sait qu'entre le 1er trimestre de 1972 et 1973, les profits des 5 grands trusts américains du pétrole ont augmenté de 26% et se sont élevés à 2 milliards de dollars. Ceux d'Exxon ont augmenté de 43%.

L'Etat bourgeois se laisse sans trop de peine forcer la main : hausse des prix, nouveaux subsides, dédommagements, assouplissement des mesures anti-pollution... Une véritable aubaine pour les trusts.

L'embargo arabe - qui ne remet pas fondamentalement en cause la domination des Majors sur le marché mondial du pétrole - leur fournit une série de semblables retombées favorables. Mieux : non seulement il accroît la psychose de la crise de l'énergie, mais il lui trouve un responsable de premier choix (« C'est la faute aux Arabes »)!

## POUR L'IMPERIALISME US: DAMER LE PION DE SES CONCURRENTS

L'impérialisme américain (dont les intérêts généraux peuvent parfois ne pas coïncider à 100% avec les projets de tel ou tel trust multinational) trouve ici une magnifique occasion de marquer des points face à l'Europe et au Japon.

L'impérialisme américain est en effet beaucoup moins sensible à une hausse des produits pétroliers que ses rivaux :

\* parce qu'il est moins dépendant qu'eux de sources d'approvisionnement externes.

Les USA n'importent que 20% de leur pétrole des pays arabes, l'Europe 65%, le Japon plus de 90%. Alors que les USA produisent du pétrole sur leur sol même, l'Europe et le Japon en importent près de 100%.

\* parce que cette hausse aligne la totalité des prix au-dessus du niveau réel des prix du pétrole US dont le prix de revient est beaucoup plus élevé que celui du pétrole arabe (petits producteurs indépendants, coûts de main-d'œuvre, etc.)

Elle détruit l'avantage commercial dont bénéficiaient l'Europe et le Japon, grands consommateurs de pétrole du Moyen-Orient.

\* parce qu'à plus long terme, il dispose sur son territoire d'énormes réserves d'énergie :

« Les USA ont dans leur propre sous-sol pour 65 ans de réserves de pétrole, pour 50 ans de réserves de gaz naturel, pour 300 ans de réserves de charbon, des réserves de schistes bitumineux permettant de rallonger de 35 ans les réserves de pétrole. Prises globalement, nos ressources énergétiques potentielles ont un contenu thermique suffisant pour satisfaire nos besoins pendant au moins 200 ans, au taux actuel de consommation. », écrit la revue « IFF Spectrum » de juillet 73.

\*

Pour les USA, cette crise est donc une opération de bon rapport. Mais elle doit être comprise dans le cadre d'ensemble de la stratégie de l'impérialisme :

\* Vis-à-vis des pays du Moyen-Orient dans le jeu du gouvernement US, Israël n'est plus la seule tête de pont de ses intérêts impérialistes, après l'écrasement de la résistance palestinienne de 1970, la politique de l'ensemble des bourgeoisies arabes a subi un sensible infléchissement à droite. Avec leur complicité directe, et l'appui de l'URSS dans le cadre de la



Gamma

« détente », il pousse Israël à modérer ses exigences territoriales pour arriver à terme à un compromis qui laisse intact le fait colonial sioniste, tout en concédant un mini-Etat palestinien.

L'impérialisme américain n'a donc plus uniquement Israël pour chien de garde au Moyen-Orient, il tend de plus en plus à s'appuyer sur les potentats réactionnaires d'Arabie Saoudite dont il veut renforcer le poids au sein du monde arabe : premier producteur de pétrole, pays peu peuplé, non seulement elle consolide sa position par rapport à l'Algérie et à l'Irak, mais elle se paie le luxe d'apparaître comme le champion du monde arabe et des pays sous-développés face à l'impérialisme !...

\* vis-à-vis de l'Europe

L'impérialisme américain porte un coup à l'Europe sur le plan économique. Mais il entend aussi mettre à profit cette crise pour renforcer sur elle son emprise politique en définissant un nouveau type de rapports Europe-Amérique. Le discours d'Henri Kissinger à Londres, le 12 décembre 1973 l'explique très clairement : « Certes la « force économique de l'Europe », sa « nouvelle assurance » ont modifié « des relations qui se sont modelées à l'origine durant une ère de faiblesse de l'Europe et de prédominance des Etats-Unis. » Mais les pays européens



doivent réaliser qu'ils ont besoin de la puissance militaire des USA (« C'est un fait que nos troupes sont en Europe en tant que composante vitale de la défense mutuelle »). Ils doivent comprendre qu'ils sont divisés et qu'ils n'en sont « qu'aux premiers pas hésitants d'une coordination politique. » Dans ce contexte, la crise de l'énergie illustre l'impuissance de l'Europe et la nécessité pour elle de collaborer avec les USA : « Il s'agit d'un défi auquel les Etats-Unis ne pourraient répondre seuls sans de grandes difficultés et auquel l'Europe isolée ne peut pas répondre du tout. Nous préférons de beaucoup — et cela est nécessaire à l'Europe — un effort commun. » (Le Monde, 14 décembre 1973)

D'où la proposition d'un « Groupe d'action pour l'énergie » mis sur pied en commun. D'où la convocation cavalière à Washington des principaux gouvernements européens et du gouvernement japonais pour une conférence mettant en place une sorte de « Front des consommateurs ».

#### LES CAPITALISTES EUROPÉENS DIVISÉS FACE À LA CRISE

Face à la crise du pétrole, les bourgeoisie européennes sont confrontées à une

double exigence : répondre à court terme en assurant leurs approvisionnements au Moyen-Orient ; dégager d'énormes investissements pour le renouvellement des sources d'énergie, en particulier dans le domaine nucléaire.

Mais ces réponses à donner se heurtent aux différences des situations de chaque pays et aux difficultés rencontrées dans la voie de l'unification européenne.

**En effet, chaque pays d'Europe n'aborde pas le problème du pétrole dans les mêmes conditions :**

— la place relative des sociétés nationales et internationales varie : en Italie, l'ENI détient 25 % du marché, en France, les sociétés nationales en détiennent plus de 50 %, en Angleterre, en Allemagne, les sociétés multinationales dominent de loin.

— à plus long terme, le niveau de dépendance énergétique de chaque pays d'Europe vis-à-vis de l'extérieur n'est pas le même : plus grand en France et en Italie, plus petit en Allemagne et en Grande-Bretagne.

C'est pourquoi la réaction jusqu'ici face au pétrole a été le « chacun pour soi ». Fadzean, le directeur général de Royal Dutch Shell la décrit non sans ironie dans une interview au « Monde » : « Lorsque

la crise a éclaté, chacun s'est précipité pour son compte au Proche-Orient afin d'essayer d'obtenir une position privilégiée. Il y avait là les Japonais, les Britanniques, les Français et bien d'autres. Je crois que l'escalade a commencé du fait que chaque pays a voulu préserver ses positions nationales. ».

Chaque gouvernement a essayé de conclure des accords plus ou moins discrets garantissant ses approvisionnements en échange d'équipements industriels (usines clés en mains) ou d'armements : accords de l'Allemagne et l'Italie avec l'Irak, de la France avec l'Irak, etc.

Il n'y a aucune réponse capitaliste européenne unifiée aux pays producteurs et les premières réactions à l'invitation à la conférence de Washington semblent assez différenciées. L'Europe des trusts continue à trébucher sur toutes les questions essentielles, le récent désaccord sur le prix de la viande n'en n'est qu'une illustration supplémentaire.

Sur la question des investissements dans de nouvelles sources d'énergie, l'opération est si coûteuse qu'elle pousse à des rapprochements. Mais là encore on assiste à des investissements qui se font soit nationalement (centrale nucléaire de Framatome prévue par Creusot-Loire) soit par groupes de pays (usine européenne Eurodif).

Mais une politique nucléaire commune poserait inévitablement la question d'une politique militaire commune, donc d'une politique internationale harmonisée. D'où des difficultés dont l'Euratom, réduit dès sa naissance à une existence purement administrative est le reflet.

En France, le gaullisme avait conçu des projets devant assurer une indépendance énergétique. Trop coûteuse, cette politique fut abandonnée par ses successeurs plus soucieux de profits que d'indépendance. (cf. l'abandon de la filière graphite-gaz). Il en subsiste néanmoins des vestiges. C'est pourquoi, la définition d'une politique énergétique cohérente est l'enjeu d'une bataille politique : Deferre, les réformateurs, poussent à des solutions européennes ; Giscard d'Estaing autorise publiquement les entreprises du secteur de l'énergie à emprunter à l'étranger, ce qui est contraire à toute la politique passée dans ce domaine.

« La Nation » se plaint que l'indépendance nationale est menacée, et « l'Humanité » lui reproche de ne pas l'avoir fait plus tôt...

Ainsi, non seulement, les pays capitalistes européens seront parmi les plus touchés par la crise du pétrole, mais il semble peu probable qu'ils parviennent à surmonter leurs divisions.

#### UNE DYNAMIQUE TOTALEMENT CONTRÔLÉE ?

L'opération spectaculaire réalisée par les grandes compagnies et le gouvernement américain était assurée de succès à conditions de rester dans certaines limites bien définies. Une hausse des prix trop brutale et trop excessive :

— risquerait non seulement de créer des difficultés à l'Europe et au Japon — ce qui est considéré comme une bonne chose — mais de les plonger dans un marasme dont les chocs en retour tant économiques que politiques risqueraient d'être très mauvais.

\* elle rendrait l'opération beaucoup plus coûteuse que prévu pour les USA eux-mêmes et menacerait à terme certains intérêts des trusts du pétrole.

Or, les prix pétroliers ont été multipliés par 4, en l'espace de trois mois ! Et le mouvement de hausses pourrait très bien connaître une nouvelle accélération d'ici quelques temps.

C'est ce qui explique l'envoi en Arabie Saoudite d'une délégation d'ARAMCO conduite par le vice-président d'Exxon, Georges Piercey : un porte-parole de ce consortium qui avait été à l'origine du mouvement de hausses déclara à ce propos : « nous voulons empêcher les prix de devenir fous ».

Du côté du gouvernement américain les avertissements politiques se multiplient : Schlossinger menace d'employer une solution de force si les gouvernements arabes vont trop loin, le

vice-président laisse planer la menace d'une suspension des livraisons de produits alimentaires. Simple bluff visant à donner le change, en dissimulant le rôle réel des USA dans cette affaire ? Il semble qu'il y ait plus que cela : un rappel à l'ordre sur les limites que le gouvernement US souhaite ne pas voir dépassées.

L'embargo pétrolier est avant tout un moyen de pression limité dans le temps : la rareté du pétrole peut avoir des conséquences douloureuses, mais elles sont peu durables. Ce qui est surtout en question ici c'est le problème de son renchérissement : jusqu'où peut aller la flambée des prix des produits pétroliers ? Ne risque-t-elle pas d'encourager un mouvement semblable chez les pays producteurs de matières premières qui sont en situation de monopole ? Voilà les questions qui sont désormais posées.

Pendant des décennies, une des formes les plus efficaces de pillage impérialiste fut la détérioration régulière des termes de l'échange entre pays impérialistes et néo-colonies : les premiers vendaient aux seconds des produits manufacturés dont les prix augmentaient et achetaient des matières premières dont le prix baissait.

« Les pays du tiers-monde, qui payent une tonne de leurs importations 108 unités monétaires en 1962 contre 100 en 1950, ne reçoivent plus pour une tonne vendue que 96 unités au lieu de 100. Ils sont perdants » (P. Jalée : « Le pillage du tiers-monde » p. 55)

Aujourd'hui, les conditions du marché mondial sont telles qu'elles permettent aux pays producteurs de matières premières de hausser leurs prix et de passer à l'amélioration à leur profit des termes de l'échange : les cours des matières premières ont connu des hausses spectaculaires.

Et dans ce domaine, comme dans celui de l'Europe, les pays impérialistes européens sont particulièrement dépendants d'approvisionnements externes : ils importent 45 % de leur fer, 50 % de leur bauxite, 75 % de leur cuivre, etc.

Jusqu'où iront les hausses actuelles ? La réponse à cette question est en dernière analyse essentiellement politique : en théorie, les gouvernements arabes par exemple, auraient les moyens de hausses de prix encore plus importantes, mais il est peu probable que les gouvernements bourgeois ultra-réactionnaires comme celui de l'Arabie Saoudite en prennent le risque. « Le Monde » du 23 novembre 1973, cite par exemple une déclaration de Yamani, ministre saoudien du pétrole, disant que « les pays arabes n'ont aucun intérêt à ruiner l'économie du monde occidental, car c'est d'elle qu'ils tirent l'essentiel de leurs revenus. »

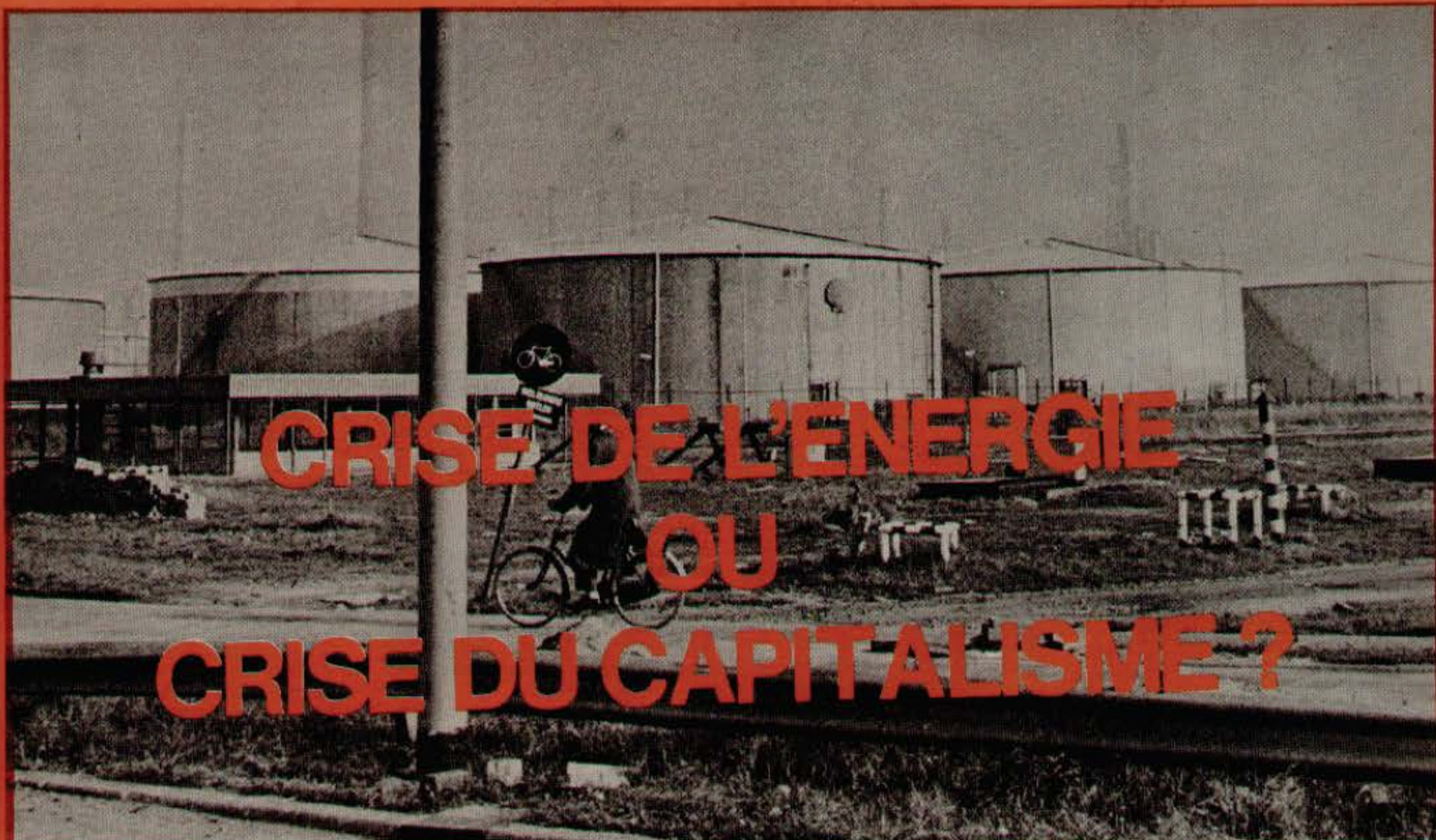
Une chose est certaine, les effets économiques des hausses d'ores et déjà constatées sont spectaculaires. Jamais sans doute dans l'histoire de l'économie capitaliste, un tel phénomène, si brusque et d'une telle ampleur n'avait été constaté. Ses conséquences seront énormes.

#### LES REVELATIONS D'UN JOURNALISTE AMÉRICAIN CONFIRMENT LE RÔLE DES TRUSTS DANS LA HAUSSE DES PRODUITS PÉTROLIERS.

Ce sont les dirigeants du géant américain du pétrole, l'ARAMCO qui ont encouragé directement l'Arabie Saoudite à augmenter le prix de son « or noir ».

Voilà ce que vient de révéler Jack Anderson, qui affirme avoir eu accès à des documents secrets de ce consortium qui regroupe Exxon, Mobil, Standard of California et Texas.

Son témoignage confirme exactement les projets qui ont fait intervenir les Majors pour pousser à la hausse : craignant que les puits de pétrole qu'elle possède en Arabie Saoudite ne soient nationalisés « bien avant 1980 » et désirant accroître le plus possible ses bénéfices avant de perdre le contrôle de ses installations, ARAMCO a fait tranquillement pression sur Ryad pour que les tarifs soient relevés.



# CRISE DE L'ENERGIE OU CRISE DU CAPITALISME ?

fololib

PLUS DE PETROLE, PLUS DE CHARBON : LES SOURCES D'ENERGIE S'EPUISENT.  
DEVANT CETTE « CATASTROPHE NATURELLE », UNE SEULE SOLUTION : L'UNION DE TOUS LES  
HOMMES DE BONNE VOLONTE, QU'ILS SOIENT PATRONS OU OUVRIERS, DANS LE SACRIFICE.  
CE RAISONNEMENT, MARTELE PAR LA PRESSE BOURGEOISE INTERNATIONALE, DISSIMULE UNE VERITE TOUTE SIMPLE :  
LA « CRISE DE L'ENERGIE » N'EST PAS LE PRODUIT D'UNE FATALITE OBJECTIVE,  
MAIS LA CONSEQUENCE DE LA LOGIQUE D'UN SYSTEME ECONOMIQUE BIEN PRECIS :  
LE CAPITALISME.

**Des réserves, des sources d'énergie inexploitées ? Contrairement aux idées reçues, il y en a :**

Aujourd'hui, les réserves prouvées de pétrole brut s'élèvent à 90 milliards de tonnes, soit environ 36 années de consommation au taux actuel.

Il est certain que le pétrole est en quantité limitée sous la croûte terrestre et que la consommation grandit, mais d'énormes régions du globe ont été à peine explorées ou commencent seulement à produire du pétrole (Sibérie, Chine, Amazonie, Afrique Noire, Australie).

Détail décisif: Les chiffres de réserve publiés sont fournis... par les trusts eux-mêmes, et donc largement sujets à caution. *Le Washington Post* du 11 novembre révèle par exemple comment en Louisiane « les réserves que certaines compagnies avaient dans leurs comptes, pour certains terrains, étaient jusqu'à dix fois plus importantes que ce qu'elles avaient déclaré à l'*American Gas Association* ».

Sans parler du pétrole, ni même de l'énergie nucléaire, d'autres sources restent quasiment inexploitées (énergie solaire, énergie géothermique, énergie de la mer, énergie du vent).

**D'où vient alors l'idée si répandue d'une pénurie d'énergie ?**

Il n'y a pas de « pénurie naturelle d'énergie » ; mais ce qu'il y a ce sont des difficultés bien réelles du capitalisme à assurer la poursuite de la croissance de la production d'énergie: en système capitaliste en effet, une production ne se poursuit, une nouvelle n'est enclenchée, que si elle permet de rapporter un profit au moins égal au profit pouvant être retiré d'un autre investissement.

C'est parce que toute une série de facteurs déjà cités ont tendu depuis 1970 à faire chuter le taux de profit des Compagnies pétrolières, que cette crise a éclaté

## UN MONDE ABSURDE

Derrière cette « crise de l'énergie » il y a l'incapacité du capitalisme à organiser un développement harmonieux de la production d'énergie qui soit guidé en fonction des besoins et de la santé des hommes. Le développement des forces pro-

ductives, au lieu de se faire de façon organisée, utile pour la société, engendre une série impressionnante de calamités et de gaspillages absurdes.

**Le simple fait de passer d'une source d'énergie à une autre prend des aspects chaotiques, avec des conséquences monstrueuses:**

L'industrie charbonnière a été torpillée par les trusts du pétrole soucieux d'éliminer un concurrent par une politique de mazout à bas prix. Résultat: Des entreprises liquidées, des mines fermées, des dizaines de milliers d'ouvriers perdant leur travail. Et voilà qu'aujourd'hui des mines vont être réouvertes... Quel symbole de l'anarchie inhumaine du capitalisme !

Même chose pour les pays du tiers-monde: aujourd'hui, ils obtiennent des capitaux gigantesques pour leur pétrole. Mais le système impérialiste interdit de fait une industrialisation organique et cohérente de ces pays. Après-demain la concurrence efficace d'autres sources d'énergie fera tomber le prix de « leur » pétrole. Et dans 20 à 30 ans, leur pétrole sera épuisé et l'impérialisme les laissera tomber, comme une pelure de citron, sans qu'ils soient sortis du « sous-développement ».

**L'exploitation anarchique des ressources énergétiques, guidée par la seule loi du profit, peut produire sur l'environnement des ravages terrifiants, qui mettent à terme en danger la santé et la survie même de l'humanité.**

Dans l'océan, se déversent chaque année quelque DEUX MILLIONS DE TONNES D'HYDROCARBURES dont 10% par accident seulement. Cette pollution est déjà telle que, selon Cousteau, la vie a déjà diminué dans l'ensemble des mers du globe depuis 20 ans, de plus de 30%.

Pour les trusts capitalistes, utiliser, transporter le pétrole sans polluer coûterait trop cher: mieux vaut risquer de « foutre en l'air » l'humanité !

Dans les grandes villes, les gaz brûlés rendent l'air irrespirable. En août 1970, Tokyo, Sydney, New-York ont presque simultanément été enveloppées d'un nuage de gaz stagnants. En 5 jours, les hôpitaux de Tokyo ont admis 8000 mala-

des atteints d'irritation des yeux ou de la gorge. A New-York, la température ne descendit pas au-dessous de 30° pendant une semaine...

Le développement incontrôlé de l'énergie nucléaire - tel qu'il est notamment prévu en Europe et en France en particulier - présente des risques énormes dont la probabilité ne peut jamais être nulle (accidents, radio-activité des centrales et des déchets, stockage de ces derniers).

La première conséquence de la crise a été de faire sauter les faibles barrières anti-pollution que des associations ou des scientifiques avaient réussi à imposer: « Je veux une agence de protection de l'environnement qui relâche les réglementations de protection de l'environnement de cas en cas » a dit Nixon dans son message à la nation du 7 novembre 1973...

**Les effets de cette crise sur la vie de tous les jours pour des millions d'hommes vont être énormes.**

En Inde, la pauvreté déjà terrible risque de descendre au niveau de la misère physiologique: il y a quelques jours, 6 personnes ont été tuées par la police au cours de violentes manifestations contre la hausse des prix. En Angleterre, le gouvernement en rajoute: les usines tournent trois jours par semaine, la télé s'arrête à 10 heures et les mass media font de la publicité pour les anti-conceptionnels! En France aussi la hausse des prix prend des allures de catastrophe, le gaz est rationné, le président de la République en appelle à l'économie individuelle et les affiches cherchent désespérément à faire de l'austérité un argument publicitaire pour pousser à la vente... les Compagnies Aériennes envisagent de remettre en service un carburant pour avions meilleur marché, le JP 4, abandonné depuis dix ans parce qu'il était trop inflammable.

Un système détraqué, sans autre boussole que celle du profit. Un fantastique bilan de faillite.

## SOCIALISME OU BARBARIE

La pénurie naturelle d'énergie est bien un mythe. Les tensions entre l'offre et la demande sur le marché de l'énergie tien-

nent non à un épuisement irréversible des ressources naturelles qui condamnerait l'humanité à faire du sur-place à la croissance zéro, mais elles ont pour origine l'organisation capitaliste de la production et de la distribution.

Comment parler de « pénurie » sans dire un mot du gaspillage gigantesque réalisé aujourd'hui dans des activités socialement inutiles? Les voitures construites pour durer 3 ans, les milliards engloutis dans la publicité, les maisons bâclées, construites sans isolement thermique par des promoteurs avides de fric, etc.

Consommation inutile d'énergie, mais surtout gaspillage de travail humain: des millions d'heures de travail perdues pour rien!

Seule une économie socialiste à l'échelle internationale sera capable d'assurer un développement harmonieux de la production et de l'approvisionnement en énergie. La suppression de la propriété privée des moyens de production et la planification de l'économie par l'ensemble des travailleurs:

- suppriment l'anarchie causée par la dispersion et la non-coordination des décisions d'investissement ainsi que le flux de capitaux vers les secteurs les plus rentables quelle que soit leur utilité sociale;

- éliminent les obstacles à la mise en œuvre des technologies qui permettent une production sans pollution;

- permettent une gestion cohérente des ressources énergétiques, des reconversions sans heurt d'une source d'énergie à une autre;

- suppriment les gaspillages, rendant possible une diminution globale de la durée du travail (la demi-journée de travail serait à l'ordre du jour); elles permettraient d'augmenter les ressources, donc le niveau de vie des travailleurs.

La révolution socialiste libérera des investissements gigantesques pour la recherche. En supprimant les lois du marché, elle permettra aux pays développés d'aider réellement les pays sous-développés sans les piller. Elle seule permettra une industrialisation qui corresponde à leurs besoins. Voilà la seule réponse réaliste à la crise de l'énergie.

# les 2 et 3

Les 2 et 3 Février, aura lieu la première incorporation des appelés de 74. Ce sera l'occasion pour le mouvement antimilitariste d'affirmer sa volonté d'amplifier la lutte contre l'armée du capital.

Depuis le mouvement contre la loi Debré, le mur que la hiérarchie militaire tente d'édifier entre jeunesse civile et appelée s'est fortement lézardé. Les occasions de jonction, voire de fraternisation de la jeunesse civile et militaire se sont multipliées: dans le cours même de la mobilisation contre la loi Debré elle-même, lors de l'incorporation des 2 et 3 Juin, et de plusieurs opérations portes ouvertes et autres parades militaires. Mais ces occasions de fraternisation demeurent encore ponctuelles, insuffisamment nombreuses. A l'heure actuelle, plus que jamais, il est nécessaire de tisser un lien d'acier entre la jeunesse civile et le contingent. C'est autour de cet axe que se construira le mouvement antimilitariste. Plus que jamais, le courant doit passer entre l'extérieur et les casernes. En renforçant sans cesse cet axe, les antimilitaristes révolutionnaires font mille fois plus contre les plans de l'armée blanche de Galley que des centaines de pacifistes jeûnant dans les prisons françaises occupant les clochers. Car seul ce front de la jeunesse civile et appelée peut demain briser l'entrée en action de l'armée contre-révolutionnaire. Plus que jamais, il faut faire des luttes des appelés la boussole du mouvement antimilitariste civil.

Pour cela, il faut à tout prix, dessiner un cadre permanent de liaison entre appelés et antimilitaristes civils. Dans ce sens, trois types d'initiatives sont avancées:



GENERAL FRINGANT ÉGARÉ DANS UNE PAGE ANTI-MILITARISTE

### 1.- Parrainage.

La grande force de la hiérarchie tient à l'isolement et à la dépendance matérielle de l'appelé. C'est pour ouvrir une brèche dans cet édifice et effectuer une soudure civils-appelés que le CDA a développé l'idée du « parrainage ».

De certaines casernes peuvent parvenir des listes comportant les noms de centaines d'appelés. Les listes seront communiquées aux comités de base CDA. Par exemple, le CDA du lycée X aura l'adresse de centaines d'appelés de la caserne Y. Sur l'impulsion du CDA, les lycéens de X enverront régulièrement aux appelés de Y: collis, cigarettes, informations sur la vie locale, coupures de presse, fric, courrier. Régulièrement prise en charge, cette activité aura un impact considérable parmi les appelés et contribuera à briser leurs complexes de robots coupés du monde.

### 2.- Permissionnaires.

Chaque week-end, les gares fourmillent de permissionnaires chauffés à blanc par plusieurs semaines d'encasernement. Il n'est pas indispensable d'entreprendre des initiatives spectaculaires pour leur rendre

perceptible la présence et la solidarité du mouvement civil. L'essentiel est la régularité et la multiplicité des contacts. Partout, aux alentours des grandes gares de Paris et en province, les militants du CDA organiseront des diffusions de tracts et de *Crosse en l'air* aux heures de passage des bidasses.

### 3.- Incorporations.

Tous les deux mois, l'incorporation rythme la vie du contingent. Dans une large mesure, elle constitue le maître-mot de l'embrigadement militaire. Arraché à son milieu, son boulot, ses copains, sa vie affective, déraciné, l'appelé de 18 à 21 ans est, à l'instant où il franchit le seuil de la caserne déjà dépossédé de son moral antérieur, proie facile pour les scalpeurs et les robotiseurs du petit encadrement.

Chaque incorporation doit donc être l'occasion pour les antimilitaristes de développer une agitation conséquente contre l'encasernement et le régime rétrograde de la vie militaire en général. Il était de tradition dans le mouvement ouvrier au début du siècle, y compris dans les premières années du PCF, d'organiser des réunions de conscrits à l'occasion desquelles il était réaffirmé avec force que

« sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur ». Les antimilitaristes révolutionnaires doivent renouer avec cette tradition: à l'échelle d'un foyer de jeunes travailleurs, d'une cité universitaire, d'une ville, il est possible d'organiser des réunions débats avec les incorporables, de leur dresser un tableau de l'incorporation, des classes, de les armer contre l'embrigadement, de les aider à conserver leur « mauvais esprit » face aux brimades et aux absurdités du régime militaire. Parfois même, il est possible d'organiser des meetings dans les jours qui précèdent les incorporations et en y évoquant ces thèmes de combat, d'y tisser des liens solides avec des appelés, leur permettant d'échapper à l'isolement des premiers mois de service. Dans les entreprises, aucun jeune travailleur ne devrait partir sans que sa section syndicale demeure en contact étroit avec lui, ne lui fasse parvenir les informations sur l'entreprise, la presse syndicale, etc...

Enfin, les jours mêmes de l'incorporation, le CDA affirmera une présence massive.

Déjà, les 2 et 3 Juin, les antimilitaristes avaient montré ce qu'il est possible de faire: diffusion massive de tracts aux appelés, inscription de mots d'ordre sur les casernes, sketches, et manifestations sur les lieux publics, voire interception de convois militaires transportant les appelés.

A l'occasion des 2 et 3 Février, les antimilitaristes prennent le pari de faire plus et mieux. Monsieur Galley qui ne craint pas le ridicule vient d'affirmer que somme toute, le mouvement de printemps n'était qu'« une tempête dans un verre d'eau ». Ce qu'il oublie, c'est qu'un ministre de la Défense nationale s'y est noyé en 73. Et pourquoi pas un autre en 74 ?



## P. FARFART EN PROCES

Le 15 janvier, Patrick FARFART, militant du CDA comparait devant le tribunal de grande instance de Pontoise. Il était accusé de « diffamation, injures publiques envers l'armée, incitation de militaires à la désobéissance, à l'insoumission, à la désertion ».

Son seul tort ayant été de distribuer un tract d'appel à la journée nationale du 2 juin organisée par les CDA, d'avoir diffusé « Crosse en l'air » qui contenait notamment un article dénonçant les méthodes terroristes du CNEC Mont-Louis (Centre National d'Entraînement Commando, maillon décisif dans la « formation Commando » qui se propose de développer « l'esprit choc et l'aptitude à combattre l'isolement en milieu ennemi », d'avoir exposé des panneaux antimilitaristes. Le maigre cordon de police disposé devant le palais de Justice traduisait la gêne du pouvoir face à un procès qui s'annonçait mal pour lui. En comparaison, les 150 antimilitaristes rassemblés à l'initiative des comités de soutien à FARFART, donnaient une impression de force résolue.

FARFART reconnaissait les faits et entamait un réquisitoire contre l'armée de guerre civile. Puis, c'était au tour des témoins d'intervenir. Tous deux ont effectué leurs classes au CNEC. Le premier, qui a vécu la période la plus sombre du CNEC, s'attache à démontrer la véracité des faits incriminés dans l'article « Commandos: l'école du crime ». Notamment le caractère

boeufs, de bicots et de bougnouls. L'association bovin-étranger visait à créer des réflexes de pensée racistes, à nous retirer toute dignité humaine, à nous ravalier au rang de l'animal, à tirer un trait d'égalité entre animal et populations coloniales ».

\* fasciste :  
« Le CNEC, en alimentant le mythe de races pures et de races inférieures: « s'il le faut on va vous traiter comme des bougnoules » (lieutenant dixit) obéit à une philosophie de type fasciste. De même, lorsque par la bouche d'un capitaine il présente la fonction du stage aux futurs moniteurs des 9 CEC de cette façon: « Vous devez atteindre à l'animal, aller aux limites du possible, et la limite de l'homme c'est la mort ». Le CNEC durant les cours d'instruction, légitime la torture en utilisant l'argument classique: il vaut mieux torturer un homme, lui extorquer des renseignements utiles et éviter le massacre d'une compagnie ».

\* violent et abêtissant :  
« Le CNEC forge des âmes en forgeant des corps, vide les cerveaux en gonflant les muscles. Ceci au prix de nombreux accidents: fracture du crâne, du péron, hospitalisation d'un camarade tombé d'une hauteur de 8 mètres ».

Le deuxième, incorporé en Août 73, montrait que « le régime interne s'était notablement assoupli, que les brimades physiques n'existaient plus, que l'encadrement utilisait un langage plus approprié, psychopédagogique ». Mais le projet stratégique est toujours le même car « un sergent nous disait que nous étions formés à la lutte contre l'ennemi intérieur, l'ennemi extérieur ayant toujours eu raison de la France » (!)

Il mettait ce revirement tactique sur le compte de l'étude, par le commandement, d'un

questionnaire posé en avril 73 aux spécialistes d'éducation physique incorporés dans les CENTRES D'ENTRAINEMENT COMMANDO à des fins d'encadrement et qui visait à « ajuster aux besoins nouveaux de l'armée les possibilités offertes par notre profession ». Or, la majorité d'entre eux, incorporés au CNEC, s'étaient plaints des sévices infligés. En outre, les retombées du mouvement antimilitariste de la jeunesse et la révélation dans « Crosse en l'air », numéro 2, de la vraie nature du CNEC se combinaient aux protestations du questionnaire pour inciter le CNEC à modifier son apparence externe.

Il faut dire combien le Procureur de la République et le Président du Jury, chacun à sa manière, ont montré leur déconvenue et leur haine méprisante pour l'inculpé et les témoins. Le premier en excusant avec compassion FARFART, « pauvre bougre misérable », en dénonçant à hautes envolées lyriques qui cachaient mal le vide absolu de la pensée, « la dialectique de bas étage, tant sur le fond que sur la forme, de nos contestataires bien heureux de vivre en France ».

Le second, demandant contre l'évidence au premier témoin, « s'il n'était pas asiatique ou nord-africain », ce qui aurait sans doute constitué une excuse aux attaques racistes dont il avait été l'objet! De plus, le président interrompant systématiquement les témoins, déformant leurs paroles ou les dictant à sa guise pour l'établissement du procès verbal, « étudiait » en baillant le dossier transmis par la défense alors que l'avocat, Antoine Comte, plaidait.

La plaidoirie efficace de Comte, montrait tout d'abord, qu'au strict point de vue juridique, les accusations de la partie civile étaient infondées.

Ensuite, il demandait, pourquoi ne pas avoir accusé le Pasteur Cruse dont le nom de directeur de la publication figurait régulièrement sur le numéro incriminé, conformément à la loi, et s'en prendre à un diffuseur qu'on déclare par ailleurs « si peu important »? Ensuite, il procéda à la lecture de plusieurs coupures de presse extraites du Monde et de Témoignage Chrétien, où le cours nouveau de l'institution militaire était dénoncé de l'intérieur par des capitaines renégats à leur caste. Le rôle de l'armée de guerre civile, la mise en place du GIER y étaient stigmatisés. Enfin, il lut des témoignages de soldats, dont un qui émanait d'un appelé de Mont Louis, lequel affirmait avoir été frappé violemment et dénonçait les coups qui avaient été donnés à un de ses compagnons évanoui, le visage ensanglanté.

Plaidoirie incisive qui n'empêchait pas cependant le Procureur de la République de réclamer une peine de 1000F à l'escorte de FARFART.

Sachant que FARFART risquait 1 à 5 ans de prison, les antimilitaristes se félicitent de ce sursis, et le mettent sur le compte de la valeur de la plaidoirie, du caractère incisif des témoignages, du rapport de force construit sous l'égide du comité de soutien, de l'avalanche de télégrammes des sections syndicales du SNES, du SNI, de la CGT-CET, de la sympathie complique de l'auditoire attentif.

Les lycéens et professeurs manifestant, restés 2h et demi à l'extérieur et venus de Gonesse, Sarcelles, Goussainville et Pontoise l'entendaient bien ainsi.

Ils sont partis dans la ville en chantant l'Internationale. Le verdict ayant été différé au 12 février, les antimilitaristes doivent se tenir prêt à répliquer à toute aggravation, d'ailleurs peu probable, de la peine.

MAKHILA

\* raciste de « l'école » :

« A chaque instant, nous étions traités de

**LYON: OU FAIRE FRONT SE TROUVE INTERDIT DE PAROLE ET LE PSU DECONSIDERE**

Après Rennes et Paris, « Faire Front » interdit à Lyon. Les nazillons voulaient tenir meeting le 18 janvier avec Brigneau et Robert et lui donner valeur de test. Un ordre du jour éloquent d'ailleurs : « Contre la pagaie et le Front Populaire : la solution nationaliste ». La campagne du « Progrès » en faveur de la tenue du meeting au nom de la liberté d'expression, voire des idées de mai 68 (« Il est interdit d'interdire » !), l'appui de la municipalité centriste de Pradel et du sinistre Soustelle n'ont pas suffi.

L'appel à une « puissante riposte de masse » à 20 mètres de la salle retenue par les fascistes, lancé par l'union de la gauche, la FEN, la CFDT, le PSU, le travail de mobilisation unitaire développé par les Comités Chili, Rouge, l'AMR, l'ORA, l'Ecole Emancipée pour donner à la mobilisation la forme d'une contre-manifestation préparée à la base ont aidé le préfet à surmonter son cas de conscience et à interdire le meeting.

La coordination des Comités Chili convoquait une réunion unitaire pour envisager les modalités de riposte. Refusant l'unité d'action avec les révolutionnaires, la direction du PC convoquait séparément le PS, le PSU, la CGT, la CFDT, la FEN et les Radicaux de gauche.

Si l'UD-CFDT a réaffirmé en privé sa position de principe de refus des exclusives, cela ne s'est guère traduit publiquement. Pour une fois, les seuls à avoir pris position sans ambiguïté ont été le PSU-GOP. Sommée de prendre position sans ambiguïté entre l'union de la gauche et l'extrême-gauche, la GOP a capitulé misérablement dans la bataille contre les exclusives. Oscillant de l'opportunisme par rapport à l'UG « que l'on peut contraindre à adopter une position juste » (sic) au sectarisme le plus bovin « on ne va pas rompre le cartel pour quelques groupes trotskystes » (re-sic), la GOP s'est révélée sous son vrai jour. Le plus grave est que l'appel commun - et correct - du fameux cartel n'a donné lieu à aucune mobilisation à la base. Les seules prises de position et mobilisations réelles à la base ont été le fait des militants révolutionnaires. A la faculté de Lettres-Bron par exemple, un tract commun a été diffusé signé par l'AGEL-UNEF, l'AJ, l'AMR, les Comités Chili, les Etudiants socialistes, les Groupes Femmes en lutte, le PSU, Rouge, l'UEG, l'UGEL-UNEF.

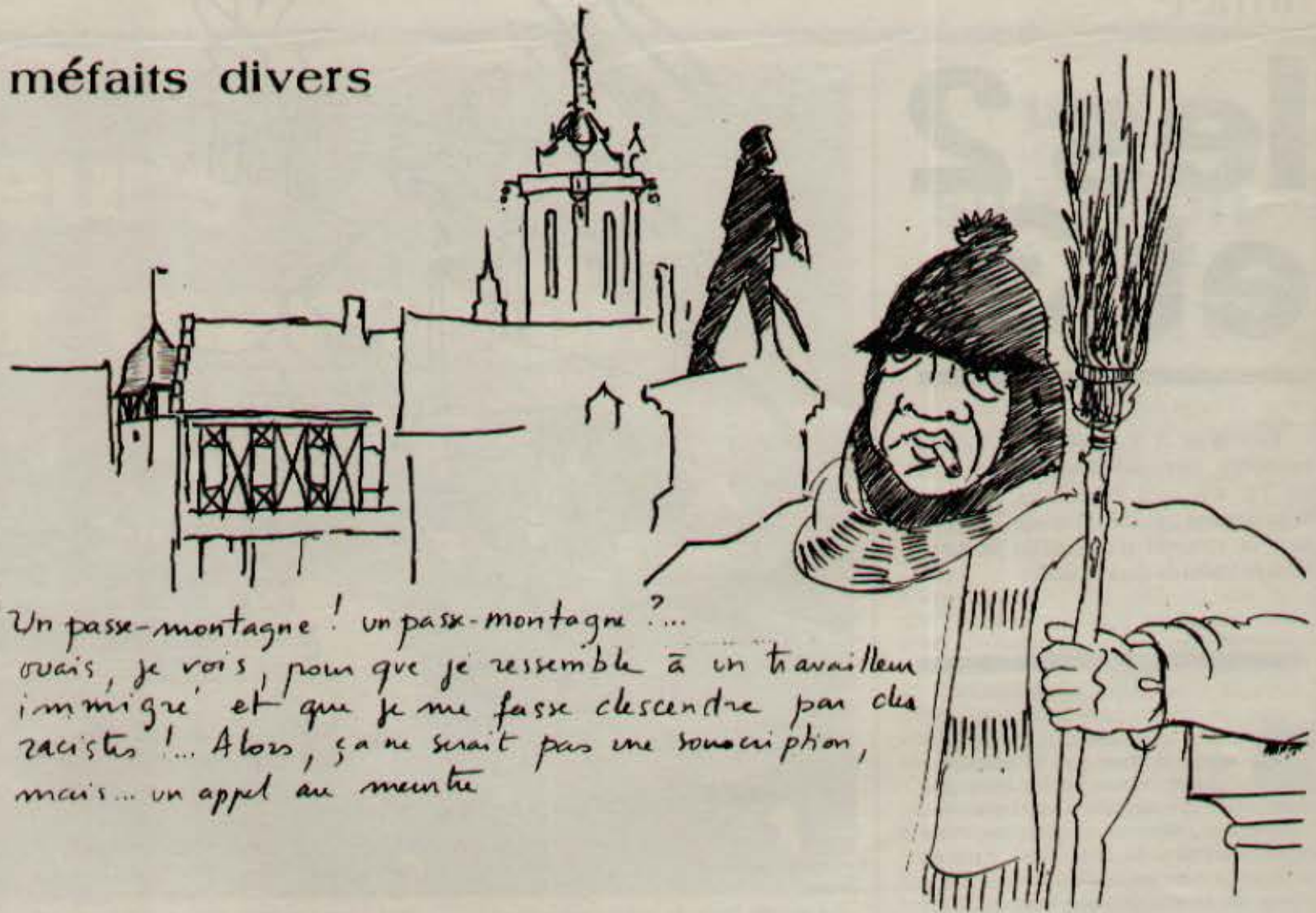
Dans ce contexte, le refus d'un membre de la Direction politique nationale du PSU de signer un tract commun protestant contre les agressions d'un commando du GAJ contre des vendeurs d'extrême-gauche le samedi après-midi aux Cordeliers, nous paraît extrêmement grave.

Espérons que le PSU comprendra la nécessité d'une action antifasciste, d'un pacte d'auto-défense contre eux et sera présent samedi 19 janvier avec sa presse placée des Cordeliers, au côté des militants révolutionnaires, comme les diffuseurs de Rouge le leur ont proposé ainsi qu'à toutes les organisations ou rières... sans exclusives !  
le 16.1.74  
Correspondant

En raison de l'actualité chargée, nous publierons la semaine prochaine les lettres que nous avons reçues à propos de l'article « Quel Sexpol » (Rouge 235). Nous signalons toutefois que le journal « L'Antinorm » ouvre une souscription. Envoyez les chèques à :

Guy Maës  
Journal l'Antinorm  
17 rue du Laos  
Paris 75015

**méfaits divers**



Un passe-montagne ! un passe-montagne ?...  
ouais, je vois, pour que je ressemble à un travailleur immigré et que je me fasse descendre par des racistes !... Alors, ça ne serait pas une souscription, mais... un appel au meurtre

**ECRASONS L'INFAME**

« Klapperstei 68 », mensuel d'information haut rhinois, joue sa peau. Marcellin le poursuit pour « diffamation envers le corps de police ». Ce n'est pas la première fois que cette méchante cigogne rend des comptes devant les magistrats : elle avait déjà eu maille à partir avec Monsieur Debré et quelques notabilités locales. Cette fois-ci, il s'agit de mettre définitivement hors d'état de nuire cet empêcheur d'intoxiquer en rond. Le procès a lieu le 24 janvier.

« Klapperstei 68 », c'est un truc sans précédent, donc suspect. Lancé en Mai 72 sur Mulhouse et sa région par une équipe d'amateurs entêtés, cette dérisoire gazette mensuelle se vend maintenant régulièrement à 7500 exemplaires. Chose plus suspecte encore, alors qu'elle publie son 18ème numéro, elle est soutenue par 4000 abonnés. Que J.P. Sallent, son directeur, vienne nous dire après cela qu'il n'y a pas l'or de Moscou, Cuba, ou la Tanzanie derrière, alors que La Nation se traîne loin en arrière d'un tel chiffre...

« Klapperstei 68 », c'est vraiment louche : dans chaque village du Haut Rhin, il y a au moins un abonné, nous apprend « olitique Hebdo ». Une sorte d'ilotage idéologique d'une population entière se dit Monsieur Marcellin qui a les comparaisons qu'il peut.

« Klapperstei 68 », c'est le centre antipolison de l'Alsace. De l'Alsace blanche, avec ses bons élus et ses bons électeurs cléricalo-gaullistes, ses bons

patrons de droit divin, ses bons flics et ses bons curés, ses bonnes bandes parallèles et ses bons militaires, sa bonne presse régionale vouée corps et âme à tous ces bons messieurs, l'Ordre.

« Klapperstei 68 », fait le pied de nez et vient mettre ses grands pieds dans le plat. Et voilà tel patron indélicat nommément dénoncé preuve à l'appui, tel édile abusif vigoureusement pris à partie, tel commandant de place brocardé et tel évêque mitré proprement conchié. Sans parler des « grandes causes nationales », Li, le racisme l'école...

« Klapperstei 68 », c'est trop simple pour être honnête : une grande partie du canard est confectionnée par les lecteurs eux-mêmes : leurs lettres, remarques, révélations, protestations... Comme si tous ceux qui dans le coin ne se délectent pas des odeurs de bénitier ni ne prennent leur pied les jours de défilé militaire ou d'inaugurations d'écoles par le député UDR du coin s'étaient ligüés et conspiraient, conspiraient...

« Klapperstei 68 », c'est le souffle chaud d'un mois de mai du même nom sur la nuque d'une des bourgeoisies les mieux assises de France.

C'en est trop. Il faut en finir avec Klapperstei 68 ». Qui sait, l'expérience pourrait être contagieuse. Après tout, cette dizaine d'illuminés qui confectionne le journal a démarré sans fric ni compétence technique particulière. Ça

pourrait esséner Et que deviendrions-nous si demain, chaque grand de la presse régionale, Le Progrès, l'Est Républicain, la Voix du Nord était accompagnés d'une espèce de fou du roi qui en dénonce sans pitié les mensonges et les silences ? Non, décidément, c'en est trop.

« Klapperstei 68 » a bon coeur. Il s'en fiche de crever mais est préoccupé par la santé de Marcellin. Avec l'affaire du Canard Enchaîné celui-ci a vu ses oreilles grandir dans des proportions effarantes. C'est un coup à attraper froid. Ainsi donc, « Klapperstei 68 » a décidé de lancer une grande souscription nationale pour acheter un passe-montagne au cher Raymond. Bien sûr, il y aura toujours quelques tordus malveillants pour imaginer que « klapperstei 68 » va chercher à se renflouer par ce biais. C'est faux et archifaux. Et la preuve, c'est que c'est interdit puisque « Klapperstei 68 » est inculpé. Donc, pour les oreilles du pauvre Raymond, donnez s'il vous plaît, messieurs, dames :

« Klapperstei 68 », 68055, Mulhouse Cedex.

Libellez les chèques à l'ordre de Spécial 1 « Klapperstei 68 » (Passe Montagne).

Quant à « Klapperstei 68 », qu'il crée bon débarras !

Le comité de Rédaction de Rouge.

**LA CORRUPTION VIENT DE HAUT**

Fort en queue, gaulliste à toute épreuve, réputé intègre, autant de qualités qui avaient valu à Sanguinetti une promotion enviée de tous les godillots : un poste de secrétaire général de l'UDR.

Mais moins nombreux sont ceux qui connaissent le passé riche en escroqueries et banqueroutes de ce baroudeur de la politique. C'est ce que révèle Dossier S... comme Sanguinetti de Montaldo (Editions Moreau). Bien entendu, ces menus délits furent perpétrés pour « la bonne cause ». Les spécialistes nomment ce genre de forfaits carambouille. On relève une affaire qui périclite, durant quelques mois on s'assure de substantiels bénéfices, puis on dépose le bilan.

Seulement voilà, il y a justice et justice. L'avocat de ce triste sire, un nommé Biaggi, alors député, déposait un texte

de loi à l'Assemblée : la loi dite d'oubli et l'argent recueilli permet de subventionner diverses officines barbouzardes telles le SAC ou le SDECE.

Condamné par la justice, Sanguinetti se voyait alors interdit de séjour dans l'administration de pardon. Soutenue en sous-main par De Gaulle, cette loi blanchissait totalement le délinquant Sanguinetti (juillet 59). Battu en beauté aux dernières législatives, le ci-devant député de Toulouse est aujourd'hui PDG d'une entreprise d'Etat.

Touché dans son honneur par le livre de Montaldo, le secrétaire général de l'UDR a assigné devant un tribunal Moreau, éditeur, et l'auteur. Il ne dément pas les escroqueries d'hier, mais il porte plainte pour divulgation de faits couverts par l'amnistie.

Dans la majorité de la classe, comme on le voit, l'exemple vient d'en haut.

MARSEILLE: J.P. Court doit être acquitté !

Le 20 janvier 1973, 2000 manifestants saluaient l'investiture de Nixon en défilant sur la Canebière. Un groupe d'entre eux atteignait même le Consulat US et le saluait d'un cocktail Molotov;

La police voulait faire payer cela : le 24 mai, notre camarade J.P. Court passait en procès pour infraction à la loi anti-casseurs. Son procès fut une parodie de justice : la délibération du jury après la plaidoirie de la défense dura 10 secondes. Le Procureur suppléait aux témoins à charge (trois flics) en répondant lui-même aux questions de la défense. L'avocat de notre camarade fut interrompu plusieurs fois par le juge au cours de sa plaidoirie.

Résultat : 8 mois de prison dont 6 avec sursis, alors que pas une preuve de l'accusation n'avait pu être apportée ! Défendu par Me Jouffa, J.P. Court a fait appel. Son second procès aura lieu le 14 janvier. Il n'y aura pas plus de preuves contre lui. Le temps écoulé (un an) lui vaudra-t-il, non pas l'indulgence, mais tout simplement la justice de la part du tribunal ? J.P. Court doit être acquitté !

# FLICHIATRIE: OH! LES BEAUX JOURS !..

Un nouveau fléau est en train de se répandre : la flichiatricie. Tout un réseau de surveillance se met sur pied pour assurer dans la vie quotidienne des gens ce qu'on appelle l'hygiène mentale. Ce réseau porte un nom : la psychiatrie de secteur. L'entreprise se présente sous des intentions réformistes : intervenir auprès de la population pour dépister les situations pathogènes, pour arrêter à temps les troubles névrotiques avant qu'ils ne s'enkystent, pour prévenir le déclenchement du processus de la folie. Bref, l'hygiène mentale sera insufflée dans la cité par le psychiatre en relation avec « les curés, les policiers et les médecins privés, en contact avec ceux qu'il est convenu d'appeler les pivots sociaux de l'arrondissement ». (Paumelle, « Le psychiatre dans la cité »).

La psychiatrie de secteur revient ainsi à resserrer le réseau de contrôle social qui s'exerce sur la population. Et ce réseau de contrôle use de pouvoirs particulièrement arbitraires et exorbitants. D'autant plus qu'ils paraissent étrangers au déroulement de notre vie quotidienne, il est difficile d'en mesurer les effets. Essayons.

A longue distance, sur un an, le GIA (Groupe information asiles) vient de faire éclater deux affaires : l'affaire Lavable en 73 et cette année, l'affaire Durcin. Le rythme est lent : le monde asilaire est bien clos et ses remous affluent rarement en surface. Pourtant, au travers ces deux cas bien ordinaires on peut pénétrer dans ce monde dont, sous prétexte d'en briser les murs, la psychiatrie de secteur vient de prolonger les couloirs jusqu'aux portes des écoles et des quartiers. Image outrancière ? On va voir.

## L'AFFAIRE LAVABLE

Madame Lavable était une dactylo employée à l'INSF. Elle est antillaise et élève seule ses enfants. Elle habite le 17<sup>ème</sup> arrondissement, un quartier qui passe pour être en pointe dans le dépistage et le traitement des dyslexies. Bref, une expérience de « secteur » avancée. A l'école, justement, les enfants de Madame Lavable présentent des troubles de lecture. Le fils aîné de Madame Lavable est donc placé dans un IMP (Institut médico-pédagogique). Au bout d'un temps, Madame Lavable estimant qu'aucun progrès n'a été obtenu veut en retirer son fils. Le médecin responsable (le docteur T.) non seulement n'est pas d'accord, mais veut placer le second des enfants de Madame Lavable à l'IMP. Il s'en suit une scène. C'est très dangereux de faire une scène à un médecin. Cela conduira tout droit Madame Lavable à l'asile. D'autant plus facilement que le médecin, qui détient un dossier sur la famille, invoquera contre Madame Lavable un « délire de palier ». Madame Lavable, on l'a dit est antillaise. Elle s'entend mal avec les voisins, comme elle habite le rez-de-chaussée, elle tient les volets fermés pour échapper à leur curiosité. « A traiter » conclut le docteur.

De jeunes psychiatres de l'hôpital du Perrey-Vaucluse jugeant qu'il n'y a pas là de quoi interner Madame Lavable alerte le GIA. L'action engagée va permettre de relâcher Madame Lavable par décision du tribunal. Fait exceptionnel, il ne sera pas demandé de contre-expertise médicale.

Ce qui inquiète profondément dans cette affaire, c'est son caractère banal : qu'y a-t-il d'exceptionnel aux tensions dans les relations de voisinage compliquées par des phénomènes de racisme ? Qu'y a-t-il d'exceptionnel à la désadaptation scolaire des enfants d'immigrés dans les écoles françaises ? (c'est bien plutôt la norme statistique). Qu'y a-t-il d'exceptionnel aux conflits entre les familles et les institutions scolaires et médicales ?

## L'AFFAIRE DURCIN

Autre exemple.

Jérôme Durcin, antillais habite Amiens depuis 9 ans, où il est OS 2 à l'usine Phillips. Il est marié à une française depuis



Les couloirs de l'asile aux portes du quartier ?

cette date et le couple a adopté le fils d'un frère de M. Durcin. Un simple certificat médical obtenu sur dénonciation de sa femme auprès d'un médecin généraliste permettra de faire interner Jérôme Durcin d'office, à l'asile Pinel, le jour même. Il suffit que le généraliste certifie seulement « connaître M. Durcin » sans même préciser s'il l'a examiné. Les motifs retenus sont des « indications » de sa femme : « qu'il la bat et menace de fuir en Guadeloupe avec son fils ». Ce sont ces seuls éléments que le médecin mentionne pour déclarer Jérôme Durcin « dangereux pour lui-même et pour autrui ».

Le jour même de l'internement, un groupe de voisins (35 signataires) adresse une pétition au député-maire d'Amiens (communiste) pour protester. C'est en effet le maire qui a donné la première autorisation administrative. Alerté, le maire s'adresse alors (en vain) à la Préfecture pour qu'elle enquête. La famille entreprend à son tour des démarches. Toujours en vain. On leur refuse même photocopie du certificat médical et la famille peut observer que manquent alors dans le dossier les certificats de 24 h et de quinzaine qui en principe, permettent de contrôler deux fois le « bien fondé » d'un internement.

Pendant qu'il était interné, Jérôme Durcin a été convoqué à une conciliation de divorce à laquelle on ne l'a pas laissé se rendre (ce qui a été retenu contre lui). Sa femme a mis en vente les meubles de sa maison.

Rien ne pourra être entrepris pour la défense de Jérôme Durcin tant qu'il restera à l'asile. L'affaire n'éclate qu'au mi-

lieu décembre quand il s'évade. Le MRAP prend en charge les premières initiatives contacte Me Manville et le GIA.

## UNE SITUATION DANGEREUSE

Ce qu'il y a de significatif dans l'affaire Durcin c'est la simplicité avec laquelle la machine psychiatrique se met en route. Une fois lancé, rien ne peut gripper le mécanisme de l'intérieur, dans l'engrenage duquel précisément, « l'interné » est pris. Quel que soit le point de départ.

Ainsi, l'affaire Durcin fait éclater au grand jour ce qui fonde la norme psychiatrique. Interrogé par des médecins du GIA, l'interné de l'hôpital qui a vu Durcin au moment de son internement répond :

« M. Durcin était dangereux parce qu'il était jaloux. »

(...) Une situation devient dangereuse lorsque tout est réuni pour qu'elle concoure à être dangereuse. Et dans le cas de M. Durcin effectivement, tous les éléments y étaient. (...) Il était malade, il ne voulait pas divorcer, la situation était criminogène.

(...) D'ailleurs à Paris dans le XIII<sup>ème</sup> arrondissement, c'est comme ça qu'ils font. C'est l'intervention de secteur. Ils interviennent avant plutôt qu'après. C'est la prévention ». (Sic, nous laissons à ce médecin toute liberté pour interpréter l'expérience du XIII<sup>ème</sup>.)

Un conflit entre époux à propos d'un divorce suffit-il à définir une situation de « dangerosité » psychiatrique ? Apparemment. Si du moins comme ça a été le cas, l'épouse peut remettre dans les mains

d'un simple généraliste un certificat selon lequel, son mari, dix ans plus tôt, a effectué un placement volontaire de quinze jours en hôpital psychiatrique. (Type de séjour courant lors d'une dépression nerveuse par exemple).

Confirmation : ne serait-ce qu'une fois, dès que la machine a été mise en route, le piège peut se refermer indéfiniment.

Alors ? A l'intérieur même de l'hôpital, Durcin a été jugé si peu « dangereux » qu'il ne faisait l'objet d'aucune surveillance particulière, qu'on lui a laissé ses papiers d'identité, qu'on lui a supprimé dès sa demande, au bout de quelques jours les neuroleptiques et tout traitement (contre quelle maladie ?) Ce sont d'ailleurs ces éléments réunis qui lui ont permis de s'enfuir sous le nez même des infirmiers, au moment de la sortie des visites, avec sa famille.

Depuis, Durcin vit dans la clandestinité.

## LE PIÈGE DES CONTRE-EXPERTISES

Son « affaire » agite tout Amiens et commence à filtrer dans la presse nationale. Avec le GIA et le comité formé par ses voisins, Durcin continue à lutter aujourd'hui contre son internement. Il dénonce le piège des contre-expertises psychiatriques que vient de réclamer le tribunal.

Un meeting est en préparation à Amiens, auquel le député maire devrait participer pour rendre compte au moins oralement de son intervention.

A travers le cas Durcin, c'est l'arbitraire du pouvoir psychiatrique et son extension dans la vie sociale qui sont en cause. A ce titre, l'affaire Durcin est particulièrement révélatrice. Y compris dans les mécanismes de défense qu'elle a suscités.

## « UNE ERREUR » ?

Comme le GIA peut s'en rendre compte, au cours de l'enquête menée auprès des voisins et des collègues de travail de Jérôme Durcin, la réaction première, spontanée, est de la défendre contre ce qui apparaît « une erreur » psychiatrique : « pourquoi lui ? Un homme si doux, si ponctuel, si bon travailleur, un homme qui ne buvait jamais, qui n'avait jamais de conflit dans le travail, un si bon père de famille, si serviable. Trop timide peut-être ? Sûrement complexé parce qu'il était noir, mais si gentil... »

« Une erreur », donc, face à laquelle ne resterait plus qu'un seul recours : faire la démonstration que soi, on n'est pas fou. On est sur une pente où il est bien facile de renvoyer pour « preuve » l'image renforcée du conformisme social. Et si Jérôme Durcin était chômeur ? et s'il était militant pour l'indépendance des Antilles, ou simplement s'il était coléreux ? Quelle image sociale renverraient le voisinage et les collègues ? Et s'il battait sa femme ? Serait-elle justifiée alors d'avoir demandé son internement ? Non, il n'y a pas à délivrer de contre-expertise « sauvage », « populaire », sur la santé mentale de Jérôme Durcin. Pas plus pour lui que pour sa femme, dont le voisinage commence déjà à faire un bouc émissaire, (au point qu'on parlerait d'une contre-enquête d'un groupe MLF). Non, ce qui est en jeu ce n'est pas un diagnostic psychiatrique. Il ne s'agit pas de dénoncer un abus à part, isolé, mais encore une fois de s'en prendre à ce qui constitue la « norme » du pouvoir psychiatrique ; ces fameuses situations de « dangerosité » pour lesquelles on demande maintenant au psychiatre d'exercer sa surveillance, dans la cité.

P.B.

# SAUVONS SALVADOR PUIG ANTICH!

## Quel sens prend la nomination du nouveau gouvernement ?

La première chose que nous avons déjà signalée dans Rouge, c'est la surprise que constitue en Espagne la désignation d'Arias Navarro comme chef du gouvernement. Son histoire personnelle est intéressante : il commença sa carrière politique en organisant la répression après la prise de Malaga par les forces franquistes; Il est devenu l'homme de confiance du gouvernement en matière de répression et fut envoyé à ce titre contre les maquis du Leon qui étaient les plus forts après la guerre. Après quelques années, il passe à la direction générale de la Sécurité, à son époque la plus dure, marquée par l'exécution du dirigeant communiste Julian Grimau en 63. C'est Arias Navarro qui a la responsabilité directe de la torture et de la mort de Grimau.

C'est donc un spécialiste de la répression sans aucun programme politique. La désignation de cet homme après l'exécution de Carrero Blanco est très significative de la perplexité de la bourgeoisie espagnole après la disparition du maillon fondamental dans la succession franquiste. Elle signifie autre chose : parce qu'il est une personnalité particulièrement « apolitique », un homme strictement répressif, Arias peut servir de pivot à une manoeuvre de reconstitution d'une équipe politique de rechange à l'Opus Dei absolument discrédité depuis Burgos. Autour de cet homme sans programme, ils essaient de donner un nouveau programme commun à diverses fractions de la bourgeoisie selon deux axes fondamentaux :

D'une part, un renforcement substantiel de la répression. La bourgeoisie a senti sa propre fragilité, elle aura désormais recours à la répression sélective contre l'avant-garde et à l'activité des bandes fascistes.

D'autre part, la tentative d'élargir la base sociale et de donner une cohésion plus forte à la bourgeoisie au sein du système franquiste, en opposant une attitude très dure à tout ce qui se situe en dehors.

Ils vont utiliser pour cela la condamnation unanime de l'exécution de Carrero Blanco de la part des forces d'opposition modérées. On peut citer par exemple, Tierno Galvan considéré comme de gauche, sans parler de personnalités qui étaient partie intégrante des projets « démocratiques » du PCE, comme Ruiz Jimenez, Areilza, et compagnie; tous ces hommes ont condamné de façon unanime l'attentat, ainsi que toute la presse, y compris la presse d'opposition respectueuse.

## Comment expliquez-vous l'éviction complète de l'Opus Dei du nouveau gouvernement ?

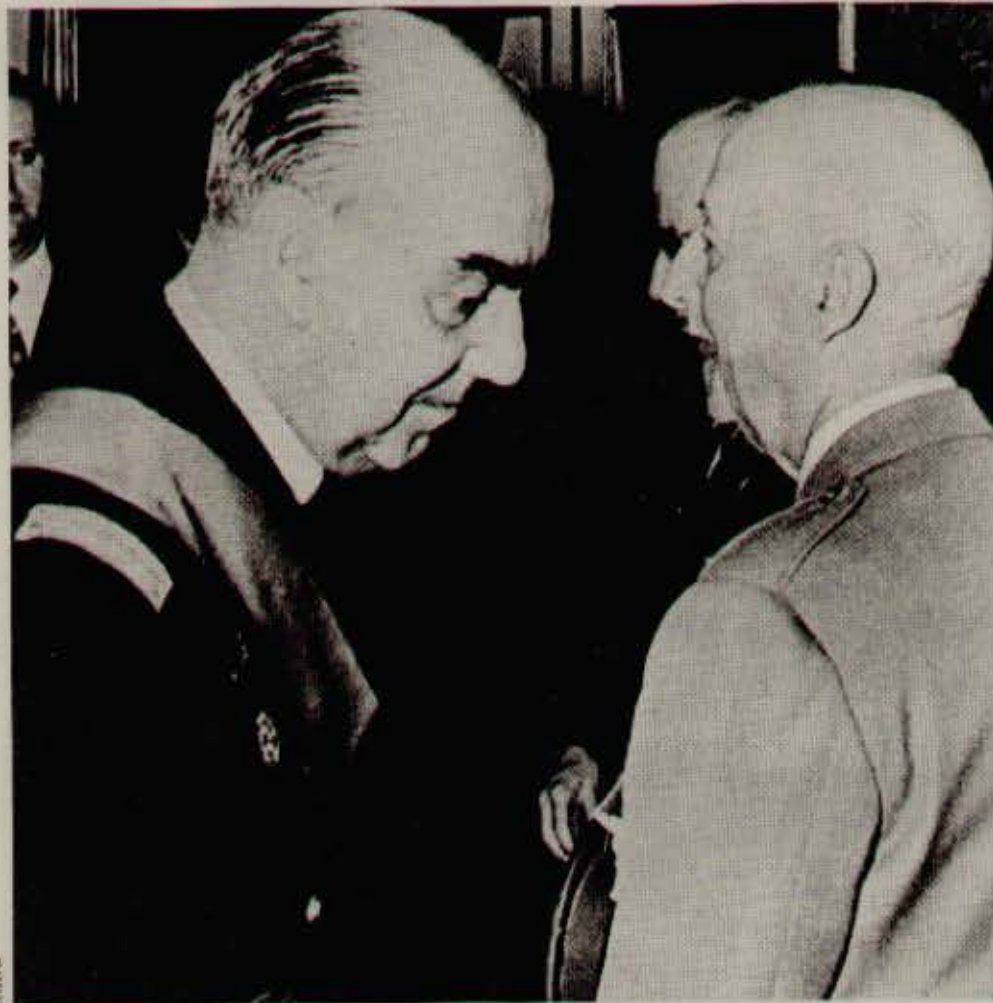
Le gouvernement repose sur deux piliers fondamentaux. Le premier pilier c'est le nouvel homme de confiance du capitalisme espagnol qui n'est déjà plus un homme de l'Opus Dei : le ministre du logement, Barrera de Irimo, homme clé du nouveau gouvernement, qui est censé faire face à la crise qui s'annonce. Il est l'auteur des mesures anti-crise, dont une pièce centrale réside dans le contrôle des salaires. Le second pilier, c'est un homme à bien des égards comparable à Carrero Blanco mais qui n'a ni les attaches directes à Franco ni la force de Carrero en son temps : Fraga Iribarne qui est actuellement ambassadeur à Londres. Les principaux portefeuilles ministériels reviennent à des hommes de confiance de Fraga qui a préféré rester en dehors et se tient en réserve pour le poste franquiste.

L'élimination de l'Opus Dei conclut l'échec de sa politique économique et sociale face à la montée impressionnante du mouvement de masse après les procès de Burgos. Les moyens successifs mis en oeuvre depuis 69, ont abouti à une série de désastres. Le gouvernement de Carrero Blanco constitué il y a quelques mois,

Dans sa cellule à Barcelone, Salvador Puig attend la mort. L'avocat de la défense a fait appel de la sentence prononcée la semaine dernière par le Tribunal Militaire. La procédure peut traîner en longueur : la dictature entend choisir le moment adéquat pour commettre ce nouveau crime et prendre à revers les mobilisations qui se développent et sont la seule chance de sauver Puig d'une mort certaine.

Plusieurs milliers de manifestants sont descendus dans la rue à Paris, à Rouen, à Toulouse. Dans cette ville, le mardi 15, une manifestation très combattive d'environ 2000 personnes s'est heurtée violemment aux forces de police alors qu'elle se dirigeait vers le consulat d'Espagne : la mobilisation doit s'étendre aujourd'hui et relayer les manifestations qui se sont produites à Barcelone le jour du procès. Il ne faut pas que la dictature franquiste se sente les mains libres pour assassiner Salvador Puig.

Après la nomination du nouveau gouvernement, nous avons interviewé par téléphone un camarade du Bureau Politique de LCR-ETA(VI) sur le contexte et les conséquences de ce changement gouvernemental après l'exécution de Carrero Blanco.



A Carrero Blanco (ici avec Franco) a succédé un spécialiste de la répression.

avait déjà sanctionné une certaine mise à l'écart de l'Opus Dei qui avait perdu de nombreux ministères clés et dont le principal représentant Lopez Rodo était passé d'un ministère fondamental, celui du Plan et Développement, aux affaires extérieures. Mais peu de gens pensaient que les rapports de force avaient changé au point que la bourgeoisie puisse tenter cette manoeuvre d'élimination de l'Opus Dei au profit d'un gouvernement composé d'hommes non seulement extérieurs mais encore hostiles à l'Opus Dei. Il faut en effet savoir que Fraga est l'auteur de l'opération Matesa, l'homme qui est monté dans le gouvernement, autour du scandale financier Matesa, cette opération visant à discréditer l'Opus Dei; opération qui a mal tourné pour lui : l'Opus Dei était alors plus forte et l'a fait vidé en 69.

Avec le nouveau gouvernement, il n'y aura pas de changement quant aux projets fondamentaux. Mais il va essayer de renforcer politiquement le franquisme et de recomposer sa base sociale, choses sur lesquelles l'Opus Dei n'avait guère de projet.

**Le succès de ces projets dépend en grande partie de l'importance des mobilisations ouvrières dans la période qui suit. Quelles sont les prévisions? Quels sont d'ores et déjà les symptômes?**

Comme toujours, les difficultés économiques qui affectent l'ensemble des pays d'Europe vont être ressenties de façon plus dure en Espagne, en raison des formes de dépendance qui caractérisent le capitalisme espagnol. Malgré les manoeuvres diplomatiques

exemples. A Astano qui est l'une des entreprises importantes d'El Ferrol — il faut se rappeler ce que signifie El Ferrol en Espagne —. C'est une entreprise qui a eu un rôle important dans le soutien de la grève de Bazan. Elle vient de connaître une lutte très dure de 4 ou 5 jours avec assemblées, occupations, piquets, et la célèbre couleuvre espagnole qui parcourt les ateliers pour faire débrayer. Les ouvriers ont exigé une négociation libre en marge des délégués et des structures légales de collaboration. La direction a répondu par un lock-out qui se prolonge encore, sans qu'on sache exactement qu'elle sera la position des ouvriers au moment de la réouverture.

Ces luttes de Madrid et d'El Ferrol sont déjà la preuve concrète que le mouvement ouvrier n'a été ni déconcerté ni démoralisé ni freiné par l'exécution de Carrero Blanco; qu'au contraire, la disparition de ce bourreau l'a stimulé dans ses luttes. On pourrait encore citer la grève dans les laminoirs de Lesaka en Euskadi, qui a suscité un vaste mouvement de solidarité dans toute la zone, et qui a également pris des formes radicales avec des piquets d'extension, des assemblées, des manifestations.

## Quelle a été la réaction des différentes organisations ouvrières face à l'exécution de Carrero Blanco ?

Nous pouvions prévoir qu'il y aurait des prises de position douteuses de la part de certains groupes, mais nous ne nous attendions pas à l'absence de positions. Or, 3 semaines après l'attentat, les seules prises de position publiques sont celles de ETA(V) même et celle de la LCR-ETA(VI). Le PCE a bien sorti une déclaration que nous connaissons par l'Humanité et que nous pensons reproduire dans notre journal « Combate ». Parce que c'est une déclaration indéfendable politiquement qui suggère la responsabilité de groupes d'extrême-droite dans l'attentat, et pour la faire connaître aux propres militants du PCE en Espagne qui n'en ont pas connaissance en ce jour. Ni Bandera Roja, ni le FRAP, ni l'ORT, ni aucun groupe n'a diffusé en Espagne même de prises de position publiques devant ce fait capital. Ce silence s'explique par le fait qu'ils sont partagés, certains d'entre eux au moins, entre la tentation politique de désavouer et la large sympathie qu'a recueillie l'attentat dans la population. Quant à nous, après le communiqué qui est paru dans Rouge, nous allons publier dans le prochain « Combate » un article d'analyse qui développe nos divergences stratégiques avec ETA(V).

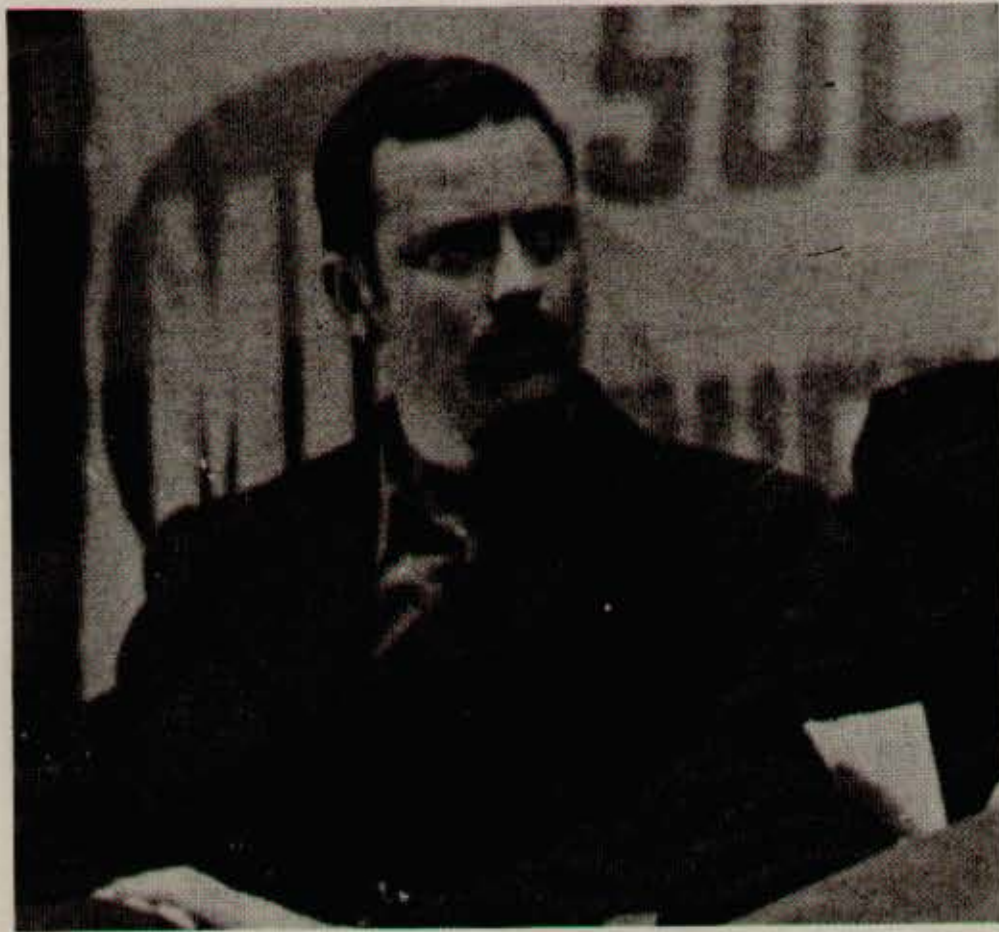
## Comment se situe dans ce contexte la mobilisation de défense de Salvador Puig ?

Il est clair que le contexte politique est totalement différent que celui de Burgos. Mais la nécessité de la défense est tout aussi grande : le gouvernement selon toute probabilité se prononcera pour l'exécution. Nous avons peu de temps pour nous mobiliser. A Barcelone il y a eu une série d'actions contre les monuments fascistes, des banques, et des manifestations unitaires de masse : trois à Barcelone, une à Madrid, une ou deux en Euskadi. Mais la défense des militants du MIL a été en général trop peu liée et intégrée à la campagne contre le procès 1001, ce qui explique le retard dans la mobilisation. Aujourd'hui, le recours devant la cour suprême, l'attente de la réponse de Franco, nous donnent un délai qu'il faut exploiter à tout prix

pour empêcher l'exécution. De ce point de vue, les actions qui peuvent avoir lieu hors d'Espagne sont très importantes : après le précédent de Burgos, il y a beaucoup de gens qui ont les yeux fixés là-dessus; et la bourgeoisie elle-même y est très attentive et sensible.



# TOUT POUR SAUVER LA VIE DE VON SCHOUWEN



Plus que jamais, l'activité des comités Chili se développe à l'échelle nationale : les initiatives se multiplient pour le soutien à la résistance chilienne.

Il existe actuellement 400 comités de base. Certains auraient pu croire à une baisse d'activité de ces comités en début d'année 1974 : loin de là ! La dernière coordination des délégués des comités parisiens a regroupé plus de 200 participants vendredi 12 janvier, représentant 60 comités, dont 40 comités de quartier et 20 de jeunesse scolarisée.

Le calendrier d'activités des comités est chargé : de nombreuses campagnes sont engagées parallèlement.

## MOBILISATION

La première décision prise concerne le lancement d'une bataille pour sauver la vie de Bautista Von Schouwen dirigeant du MIR, arrêté le 14 décembre et torturé depuis par les fascistes chiliens. Une affiche a été immédiatement tirée, un tract a été imprimé exigeant la libération de Von Schouwen, de Luis Corvalan, le droit d'asile pour Oscar Garreton, la liberté pour Luis Vitale et pour tous les prisonniers politiques. Un meeting unitaire est prévu, des journées d'action et d'information sont préparées.

Il est clair que tous les militants révolutionnaires mettront au premier rang de leurs tâches la défense de Von Schouwen : tous les réformistes et stalinien du monde ont pris la défense de Luis Corvalan, pas un n'a fait le moindre geste pour protéger l'un des dirigeants les plus connus du MIR.

Nous devons percer le mur du silence et forcer tous ceux qui prétendent défendre le peuple chilien à se mobiliser pour tirer de la griffe des militaires la totalité des prisonniers politiques, et notamment les révolutionnaires qui sont les plus recherchés et les plus durement frappés.

« Camarades du PCF, des JC, de l'UEC, vous taisez-vous donc ? Y a-t-il des militants que vous défendez et d'autres que vous abandonnez aux fascistes ? Alors que les révolutionnaires se sont bat-

tus pour Corvalan, est-ce une décision pour vous que de ne pas agir pour Von Schouwen ? »

Les révolutionnaires failliraient à leur tâche s'ils ne s'emparaient vigoureusement de la défense du camarade du MIR. Diffuseurs de « Rouge » : que pas un tract, pas une réunion publique ne se font sans parler de Von Schouwen ! Partout que les comités de base unitaires pour le Chili, multiplient les initiatives : pétitions, conférences de presse, communiqués, tracts unitaires...

### AGIR POUR LES REFUGIES POLITIQUES

Plus de 800 réfugiés politiques sont en France. Les différentes organisations d'accueil leur assurent temporairement logement et nourriture : plus un pécule de 100F au départ et puis 1F par jour. C'est peu, ce n'est rien. Ils manquent de tout : vêtements chauds, argent de poche minimum pour se déplacer, pour lire, pour trouver du travail, pour fumer, etc... Mais ce qui manque le plus encore, ce sont des contacts brutalement plongés dans la « vie française » ou européenne, ils attendent un minimum d'accueil des militants révolutionnaires français. Savez-vous que le gouvernement suisse organise des cours d'instruction civique aux réfugiés politi-

ques chiliens pour leur apprendre que la lutte de classes n'existe pas ? Quelle naïveté désarmante : faire oublier la lutte de classe à ceux qui viennent d'échapper des griffes de Pinochet ! Le gouvernement français n'impose rien encore de semblable : mais il faut assurer l'intégration provisoire des réfugiés dans la « vie du pays », sur tous les plans. C'est pourquoi un certain pourcentage de la collecte (20%) devrait être versé aux réfugiés politiques. C'est pourquoi il faut que les collectes se poursuivent. 70% ou 80% vont à la résistance. Plus que jamais les chiliens dans la clandestinité ont besoin d'argent. Peu d'argent ici représente la vie de beaucoup de militants là-bas. Et l'argent là-bas c'est la vie : les licenciements, l'inflation posent quotidiennement la question de la faim ; les militants clandestins sont plus menacés que d'autres, il faut absolument contribuer là encore au soutien des révolutionnaires : les pourcentages de répartition de l'argent prévus par l'accord de Rome au niveau du Secrétariat Unifié ne posent pas clairement la question du rôle des révolutionnaires. Collecter pour les Comités Chili, c'est assurer que les fonds seront répartis en toute équité, pour toutes les forces combattantes, sans exclusives, ni sectarisme.

### HARD SUR ITT !

Dans une entreprise LMT de la région parisienne, une expérience originale a été faite : avec le syndicat, et annoncée à l'avance, une vente exceptionnelle du livre d'Anthony Sampson : « L'Etat souverain ITT » a été faite. 500 travailleurs ont acheté ce livre au prix de 19F que les vendeurs avaient pu obtenir de l'éditeur (le prix courant est de 38F aux éditions Alain Moreau). Sur que les travailleurs auront compris en lisant ce livre, qui étaient les patrons !

En France partout il y a des filiales ITT : la CGCT, la LMT, CANNON, Inter-métall, MTI, Motrix, France Ladrans, Claude, Sonolor, Océanic, Usine Jean Renaud, Laboratoire Payot, LCT, Pigier, Teleshop, Sheraton, Avis, Claude Publicité, Immobilière hôtelière Montparnasse, Croche, CETEK, Crimmel, Flygt, C. Le Helloco, Agier et Cie, APCOA, Koni, etc... Dans 30 ou 40 villes, les comités Chili peuvent distribuer des tracts et faire des affiches spéciales sur ces entreprises pour expliquer le rôle du trust dans le coup d'état et dans le soutien aux fascistes chiliens. ITT, voilà le véritable criminel, voilà ceux qui représentent en permanence les assassins du Chili en France, voilà ceux qui en tirent le profit, voilà ceux qui oeuvreront pour qu'un jour la France soit aussi le Chili !

### LA JEUNESSE AVFC LE CHILI !

Une coordination provisoire « ad hoc » des comités Chili lycéens est en train de se mettre en place sur Paris pour préparer une initiative de type « 4 heures pour le Chili ».

Cela ressemble à une gageure. Mais la qualité du meeting : spectacle, films, forums, et le thème central, pour Von Schouwen et les prisonniers, contre la répression dans les universités, et dans les lycées au Chili, pour le soutien à la résistance, tout cela est mobilisateur. Des affiches seront prêtes pour tous les lycéens parisiens, des tracts aussi dès le 20 janvier. Pendant 15 jours, la préparation de cette initiative spéciale jeunesse devrait susciter un réel courant unitaire sans exclusives.

Cette idée peut être reprise dans de très nombreuses villes de province : un mercredi après-midi pour le Chili organisé et assumé par les lycéens.

### CONFERENCE EUROPEENNE SUR LE CHILI

Lors de la coordination européenne de Francfort, les 5 et 6 janvier dernier, la date pour la conférence a été fixée aux 24-25-26 avril 74. Elle se tiendra à Francfort. Les deux derniers jours, les délégations de tous les pays pourront rassembler jusqu'à 5000 ou 6000 militants des comités. Le débat préparatoire doit se dérouler dans les différents pays pendant trois mois sur des textes qui doivent être échangés et traduits lors de deux coordinations préparatoires à la mi-février et à la mi-mars 74.

L'ordre du jour prévu de la conférence est actuellement discuté dans les comités Chili. Cinq thèmes ont été avancés mais qui sont encore trop généraux et trop

confus pour permettre des discussions et un meeting efficaces. C'est la première fois qu'une telle initiative est tentée. Réussira-t-elle jusqu'au bout ? Est-il possible de faire des échanges européens d'expérience entre révolutionnaires de divers courants sur une question aussi vitale que le Chili ? Il faut le tenter.

### ASSISES DES COMITES CHILI !

Il faut aussi débattre. Le récent texte du Parti Communiste Chilien - l'un des plus droitiers et des plus honteux qu'un parti stalinien plongé dans une telle situation ait pu produire - et les conséquences qu'il peut avoir en termes de division dans la résistance, pose la question du soutien. Travailler à soutenir la résistance dans l'unité sur des bases claires, demande un débat politique détaillé. Aucun mythe sur la résistance unifiée ne peut durablement masquer la nécessité de débattre : de même qu'aucun débat ne doit sous-entendre l'affaiblissement des tâches de soutien aux combattants, quelles que soient leurs divergences, contre la dictature de Pinochet.

Actualiser la plate-forme des comités Chili c'est faire avancer l'action de ces comités, c'est préparer la conférence européenne. Les Assises des comités sont fixées : début mars. Seulement un mois et demi pour faire démocratiquement se dérouler la discussion dans 400 comités de base : voilà une autre gageure. Il faut la tenir, nous la tiendrons !

Gérard Filoche  
le 15-1-1974

## COMITES

● Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du Peuple Chilien :  
adresse : CSLRPC  
2 rue de Vauvilliers,  
Paris 1er.  
tél. 236-57-15 ou  
236-56-90

● Coordination des délégués parisiens tous les mercredis soirs de 19h à 22h : 13 rue Gay-Lussac.

● Tracts, affiches Von Schouwen disponibles au local. Le numéro 5 du journal « Chili la lutte continue » est en préparation.

● Le disque d'Annie Nobel et Philippe Richeux avec la chanson « Valparaiso » est paru. Il est en vente à la librairie Maspero, à la librairie « Rouge », aux comités Chili. 6F 50 pour un disque militant ! Prenez commandes ! Diffusez-le comme tout autre instrument de combat !

● Des peintres ont réalisé en Italie une exposition spécialement consacrée à la défense du peuple chilien. Une affiche a été réalisée et bientôt un cahier de photographies reproduisant cette exposition. Les affiches sont en vente à la librairie « Rouge ».

Affaire à suivre...

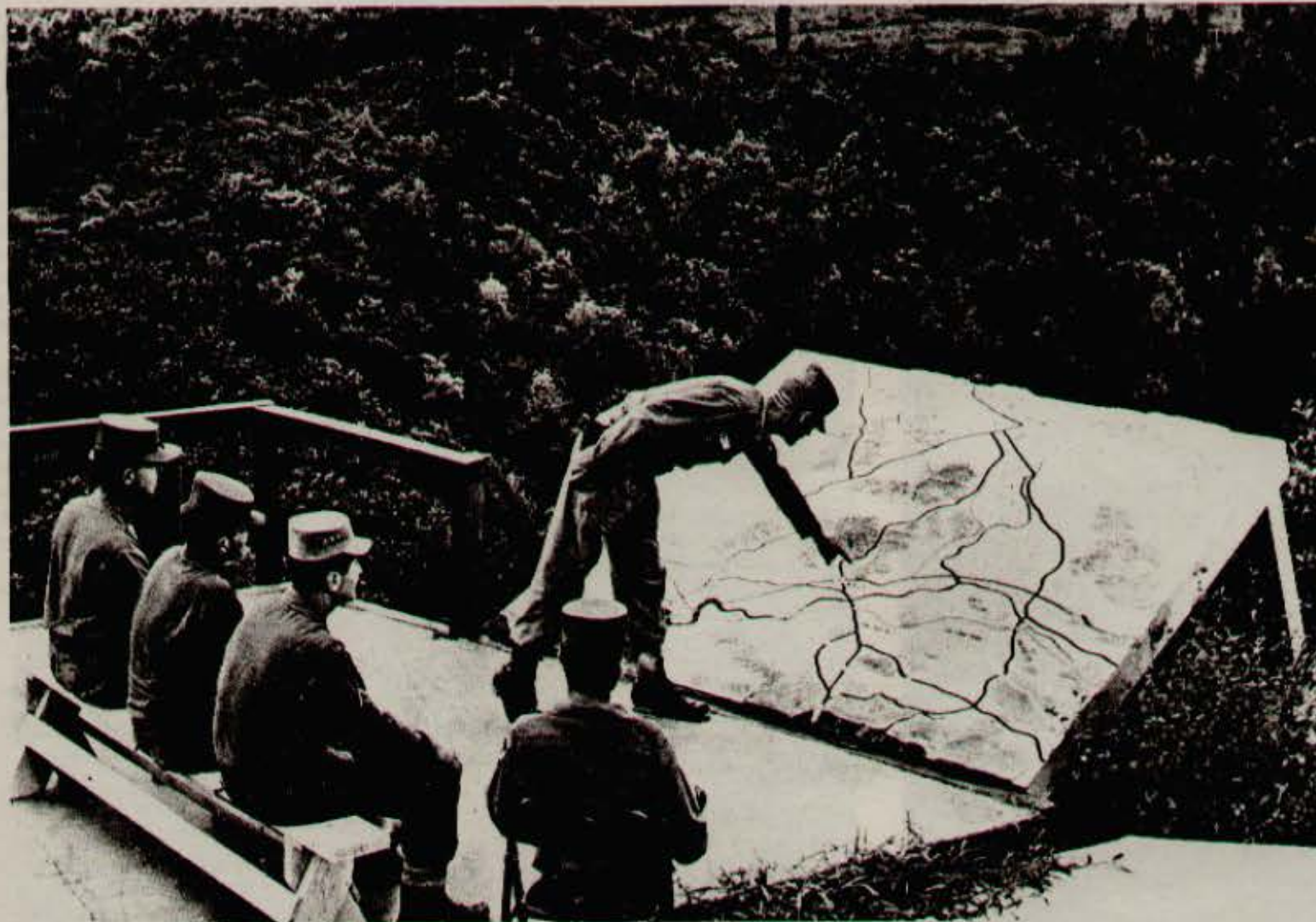
● A Albertville, un collectif de solidarité au peuple chilien a pris jour depuis le mois de décembre, pour soutenir financièrement et politiquement le peuple chilien victime de la junte fasciste, pour dénoncer la presse bourgeoise et se donner les moyens d'une réelle information sur la situation chilienne.

Le Collectif de solidarité : PC, PS, PSU, Rouge, CGT, CFDT, FEN, PAIX, France-Espagne, Vie Nouvelle, ASF, après deux télégrammes envoyés au premier ministre et au ministre de l'Intérieur contre la venue des membres de la junte et la tenue du meeting fasciste de « Faire Front », organisa une première soirée de soutien autour du film « Septembre chilien » suivi d'un débat où les 250 personnes présentes ont participé activement au débat qui fut animé, soutenu et qui tourna surtout autour de l'armée, l'état bourgeois et la lutte armée.

Tout le monde est reparti convaincu de se retrouver le 12 février autour du film « Dialogues avec l'Amérique ». A noter que malgré le débat soutenu, la solidarité financière a dépassé les espérances : 1200F ont été collectés.

Correspondant

# LE DOMINO THAÏLANDAIS



Octobre 1973. Les maréchaux Thanom Kittikachorn et Prapass Charu Sathien, le colonel Narong quittent précipitamment la Thaïlande. Hommes fort du régime militaire, ils en sont chassés par de massives démonstrations étudiantes qui tournent à l'émeute devant la répression sanglante engagée par l'armée et la police. Les militants arrêtés peu avant pour leur activité en faveur des droits constitutionnels sont libérés. Le roi promet l'adoption d'une nouvelle constitution dans les 6 mois et tout semble rentrer dans l'ordre. Le « Centre national des étudiants thaïlandais », qui avait appelé aux manifestations, fait acte d'allégeance au nouveau gouvernement civil et le prestige du roi semble rehaussé par le soutien de fait accordé, face à la crise, aux « constitutionnalistes ». La question est alors posée : l'octobre thaïlandais n'aura-t-il été qu'une explosion de luttes sans lendemain ? Les trois mois qui viennent de s'écouler permettent déjà de répondre par la négative.

Le soutien populaire reçu par le CNET avait été massif. Les manifestations « estudiantines » avaient regroupé jusqu'à six fois plus de personnes qu'il n'y a d'étudiants en Thaïlande ! Le mouvement étudiant, par son action, a d'abord réussi à cristalliser l'opposition générale à la dictature militaire. Il a reçu à ce moment l'appui d'une partie de la bourgeoisie, convaincue de la nécessité d'un changement de régime. Mais il a en même temps brisé le carcan qui interdisait aux travailleurs urbains d'entrer en lutte sur leurs revendications à l'heure où la crise économique consécutive à la nouvelle politique américaine en Indochine frappe durement la population.

Voilà trois mois que grèves et manifestations se succèdent à Bangkok, capitale de la Thaïlande. Presque toutes les catégories de travailleurs urbains sont touchées, depuis les chauffeurs de taxis jusqu'aux hôpitaux. Les conflits prennent parfois tournure violente face aux jaunes ou à la police, comme chez les chauffeurs de bus qui, en octobre, avaient transporté gratuitement les manifestants. C'est le climat social des villes thaïlandaises qui se trouve ainsi profondément modifié.

## UNE DIVISION AU SEIN DU MOUVEMENT ETUDIANT

L'unité du mouvement étudiant n'a pas résisté au problème que lui posait le nouveau gouvernement civil. Sa majorité s'affirme aujourd'hui comme l'instrument d'un prudent réformisme bourgeois. Le CNET organise une conférence des mouvements étudiants du sud-est asiatique avec les représentants des fantoches indochinois et dénonce le

danger que font courir à la nation les travailleurs en lutte !

Face à ce cours, une minorité du mouvement a fondé la « Fédération libre des étudiants thaïlandais », avec le dirigeant le plus radical des manifestations d'octobre, Saeksan Prasertkol. Pour elle, la démocratie thaïlandaise doit être réellement « populaire »... et les ouvriers méritent de recevoir le soutien qu'ils ont offert hier aux étudiants. Cette crise marque une première clarification politique dans un milieu jusque là réputé pour son amorphisme.

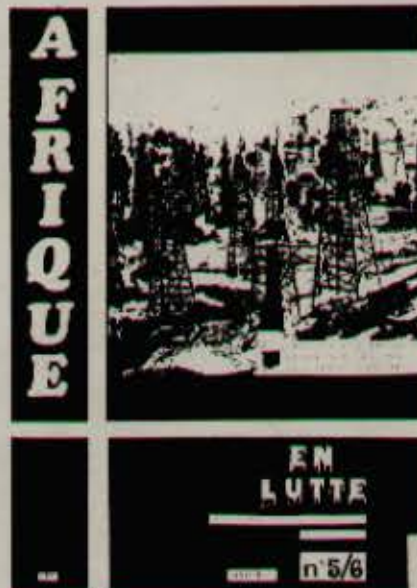
## LA RELANCE DES LUTTES ANTI-IMPERIALISTES

Depuis octobre, les luttes étudiantes n'ont, elles non plus, pas connu d'arrêt dans les campus. Mais l'occasion vient de leur être fournie à deux reprises de rappeler que le mouvement des étudiants thaïlandais est d'abord apparu comme un mouvement anti-impérialiste. La venue du ministre japonais Tanaka d'une part et la mise en lumière du rôle de la CIA dans le royaume d'autre part. Le capital japonais est en effet le principal investisseur du pays et les services américains quadrillent étroitement ce qui est d'abord pour eux une base militaire décisive à l'échelon régional.

Face à ces nouvelles manifestations, la position du gouvernement est pour le moins inconfortable. Il ne résiste pas à la tentation d'utiliser le mouvement étudiant comme moyen de pression dans ses négociations avec Tanaka et se veut garant de l'indépendance. Mais il est aussi lié par des alliances internationales avec l'impérialisme américain, fort contraignantes. La question des bases US,

dont la présence est de plus en plus ouvertement condamnée dans une partie de « l'opinion », peut mettre en cause son unité : portée au pouvoir par un courant de fond anti-impérialiste il ne peut ni ne veut se voir confronté à Washington ! (guerrilla du nord, nord-est et sud). C'est dans ces zones, essentiellement, que le Parti communiste, très faible dans les villes semble-t-il, est actif, c'est-à-dire parmi des minorités ethniques non Thai.

Deux tendances peuvent peut-être s'affirmer aujourd'hui. Une liaison progressive entre les luttes rurales et urbaines et une mise en contact plus étroite entre la révolution indochinoise et le reste de la région. La Thaïlande est en effet une véritable plaque tournante, possédant des frontières communes avec le Cambodge et le Laos, les régions insurrectionnelles de Malaisie et de Birmanie. Des liaisons certaines existent



## LE DOMINO

Jusqu'à ces derniers mois, les luttes révolutionnaires ne se déployaient en Thaïlande que dans les régions frontalières déjà entre le PCT, les communistes indochinois et le PC malais et peut-être avec le PC birman.

C'est en cela que réside l'importance essentielle des nouveaux développements. D'autant plus que l'octobre thaïlandais rencontre, chez les étudiants du sud-est asiatique tout entier, un profond écho : Le retard du processus révolutionnaire dans le centre de la Thaïlande nous interdit d'espérer une extension immédiate de la révolution indochinoise. Mais les luttes actuelles sont le produit de la faille béante ouverte par cette dernière au flanc des pays de l'OTASE et indiquent une des lignes de développement d'avenir de la révolution asiatique.

Pierre Rousset

## 10 MILLIONS POUR UNE PRESSE REVOLUTIONNAIRE

Nous publions ci-contre une reproduction du numéro spécial de « Révolution Socialiste », leur journal, que nos camarades du Groupe Revelation Socialiste ont édité en France au début du mois.

Le GRS lutte dans les îles des Antilles, Martinique et Guadeloupe, colonisées depuis trois siècles par la France, pour l'indépendance et le socialisme. Lors de son premier congrès qui s'est tenu en décembre 1973, il a décidé de demander son adhésion à la Quatrième Internationale comme section antillaise.

Ce journal spécial sert de support à la campagne de souscription que nos camarades ont lancée depuis plusieurs mois déjà. Le but de cette « bataille des dix millions » : pouvoir acheter un matériel d'impression à la mesure de l'intervention du groupe. En effet, muselant toute liberté d'expression, le colonialisme interdit à nos camarades de trouver un imprimeur, ils en sont réduits à ronéoter l'ensemble de leur matériel écrit.

Seul journal qui ait droit de cité aux Antilles, « France-Antilles », France-Menti comme l'appellent les travailleurs antillais, est une feuille de



chou colonialiste. Ce journal, dont le propriétaire Hersant possède le troisième groupe de presse français (Paris-Normandie, etc.) est aujourd'hui en difficultés : en effet l'ensemble de son personnel antillais est depuis plusieurs mois en grève. Les travailleurs réclament des salaires décent et de meilleures conditions de travail.

Participer à la souscription de nos camarades antillais, c'est aider leur combat pour la victoire des travailleurs de « France-Antilles », c'est participer à la lutte pour l'émancipation totale du prolétariat antillais.

ADRESSEZ VOS FONDS A COURBAIN CCP 33 904 15 La SOURCE



# L'AMÈRE GOLDA

En brisant le mythe de l'invincibilité de l'Etat sioniste, la guerre d'octobre a ouvert une crise profonde en Israël. Les dernières élections, les progrès du Likoud à l'extrême-droite comme du OC-Rakah à gauche, en sont l'image. Derrière l'inflation galopante, par delà les attermoissements de la coalition gouvernementale, au travers de la profonde démoralisation de la population, hier soudée comme un bloc sans fissures par l'idéologie sioniste, se profile la crise la plus importante qui ait jamais secoué l'Etat sioniste.

C'est pourquoi nous avons demandé à Michel Warchawsky, dirigeant de Matzpen-marxiste, organisation sympathisante de la IVème Internationale en Israël, de faire le point. Nos camarades israéliens, aux côtés des militants libanais du Groupe communiste révolutionnaire et de l'ensemble des marxistes révolutionnaires du Proche-Orient, combattent pour une solution internationaliste du conflit, pour l'instauration des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient, dans le respect des droits des minorités nationales.

## Quelles conséquences a eu la guerre d'octobre sur Israël ?

La crise d'octobre a eu pour première conséquence une remise en cause de la direction de l'Etat sioniste. Depuis 6 ans (la guerre de juin 67) la situation de paix, ni paix était présentée comme la meilleure possibilité pour l'Etat d'Israël. Le mythe de l'invulnérabilité de l'Etat sioniste rendait crédible cette situation. La semi-défaite d'octobre 73 marque sans nul doute une étape nouvelle dans la vie politique ici. Les dernières élections ont cristallisé ce nouvel état de fait. Ces élections ont marqué une poussée du bloc des droites (Likoud). Notons tout de suite que cela ne signifie pas une volonté de durcissement, mais essentiellement une défiance par rapport au gouvernement en place. Ce dernier est sorti affaibli du dernier scrutin électoral. Sous la pression des « colombes » du parti travailliste et pour éviter la débâcle, la coalition travailliste s'est présentée comme la coalition de la paix. Mais, paradoxalement, son affaiblissement global renforce l'aile droite du parti, particulièrement Dayan, Golda Meir.

On pouvait prévoir ce résultat dès avant le 31 décembre, les travaillistes entièrement responsables de l'échec que constitue la guerre du Kippour pour la société sioniste ont donc été obligés de changer entièrement leur propagande politique, mais du fait des résultats électoraux, ils continueront une politique pratiquement inchangée. On peut noter également des phénomènes de défiance sur la gauche du parti travailliste. Une avocate connue pour son opposition à la liaison religion-Etat a présenté un peu avant les élections une liste de candidats. Elle a obtenu 40.000 voix, soit trois mandats. Bien qu'il ne fasse pas de doute

que ces trois députés rejoindront la coalition au pouvoir, cet événement est très significatif (...)

## La guerre du Kippour n'a-t-elle pas accentué la crise économique en Israël ?

En effet, la guerre a coûté très cher. L'inflation actuellement a des taux proches de ceux de l'Amérique Latine. Le coût de la vie a augmenté de 60 à 100 % dans la dernière période. Les causes de la crise sont diverses. D'abord, la nécessité de développer une industrie d'armement démesurément importante par rapport au reste de l'industrie. Ensuite, la mobilisation directe ou indirecte de centaines de milliers de personnes a désorganisé la production. Enfin, à cela vient s'ajouter un ralentissement de l'afflux des crédits, étant donné la récession internationale qui s'annonce.

Cette crise économique laisse prévoir la nécessité d'une déqualification, d'une partie de la main d'œuvre israélienne pour la reconverter à d'autres tâches.

Parallèlement, on assistera à la mise au chômage des travailleurs des zones occupées. Il est à noter que déjà pendant la guerre, les travailleurs arabes avaient refusé d'aller travailler.

## Quelle sont les relations entre la bureaucratie travailliste actuellement au pouvoir et la bourgeoisie israélienne ?

Le développement d'une bourgeoisie israélienne ayant une réelle assise économique remonte à 67. Son poids n'a fait qu'augmenter dans la dernière période. Les travaillistes qui s'appuient principalement sur l'aristocratie ouvrière vont devoir de plus en plus tenir compte de ce

pouvoir économique qui s'accroît.

D'autant plus que le bloc des droites apparaît pour cette bourgeoisie une alternative politique crédible. Les exigences des 2 000 millionnaires de Sapir, tels qu'on les appelle ici, ne feront qu'augmenter dans la période actuelle (...)

## Quelles répercussions a eu la guerre dans les territoires occupés ?

Peu après la phase aiguë du conflit, s'est abattue une très forte répression. L'émergence d'une direction alternative aux vieux notables corrompus et pourris n'a pas été tolérée par l'Etat sioniste. Ses principaux animateurs ont été expulsés. Pendant plus d'un mois, des mouvements de grève ont eu lieu dans les lycées et chez les étudiants arabes. Le manque de débouchés à ces luttes a entraîné leur essoufflement. Aujourd'hui, les lycées ont été réouverts.

Cependant, la conséquence la plus importante de la guerre de 73 a été la réapparition de sentiments nationaux arabes tant dans les territoires occupés que chez les arabes israéliens. Il apparaît aujourd'hui une alternative politique pouvant se concrétiser dans un Etat palestinien.



► Le parti communiste Rakhah est apparu aux dernières élections comme le grand gagnant dans la population arabe. Que faut-il en penser ?

En effet, le PC a eu 55.000 voix et donc un député de plus. Il faut bien voir qu'il est apparu non comme le parti de la classe ouvrière, mais essentiellement comme le parti de la population arabe. Face à lui, les partis arabes propulsés par les travaillistes ont subi un échec cuisant. Ils n'ont que trois députés dont 2 élus grâce aux voix de juifs israéliens. La population arabe a essentiellement voté Rakhah pour montrer son opposition au sionisme. Il faut savoir que l'évolution du PC vers la droite depuis la guerre de 67 a été constante. En acceptant la résolution de l'ONU, en cherchant à mettre sur pied un front de la paix avec des partis à sa droite et surtout à gagner une implantation chez les juifs israéliens, il avait été vivement critiqué, même de l'intérieur. De nombreux cadres intermédiaires l'ont quitté dans la dernière année. Cependant, les attaques déchaînées de tous les partis sionistes de l'extrême-droite à la gauche depuis la guerre d'octobre lui ont beaucoup servi. Notre décision de voter Rakhah dans ce contexte était particulièrement fondée. Nous ne constituons pas une alternative crédible par rapport à lui, nous n'avions pas la force d'organiser les gens qui auraient voté pour nous. Néanmoins, notre influence réelle dans les villages arabes aurait fait perdre des points au PC et ainsi aurait été un facteur de démoralisation. L'analyse différente des groupes spontanistes les a amené à un échec important. Avec 0,5 % des voix, ils ne peuvent prétendre être même l'embryon d'une alternative au PC.

## Quels buts vous fixez-vous dans la situation actuelle ?

La guerre de 73 a largement débloqué notre intervention. Après 67, il était difficile d'expliquer à un Israélien que le sionisme n'était pas une solution pour le peuple juif, qu'Israël ne pourrait continuer à vivre éternellement au milieu d'un environnement hostile. Aujourd'hui, avec la remise en cause du mythe de la force israélienne, on sent une réceptivité plus grande à nos analyses. Au cours de la campagne électorale nous avons fait des meetings avec une audience plus large que jamais. Nos cercles ont considérablement grossi. A Haïfa et Jérusalem, nous avons conquis l'hégémonie dans les lycées. La crise économique provoquera le développement des luttes ouvrières. Nous n'avons aujourd'hui ni la possibilité de les lancer, ni même de les provoquer. Cependant, nos tâches dans l'impulsion de la solidarité seront très importantes.

## Quelles conséquences a eu la guerre sur l'armée ?

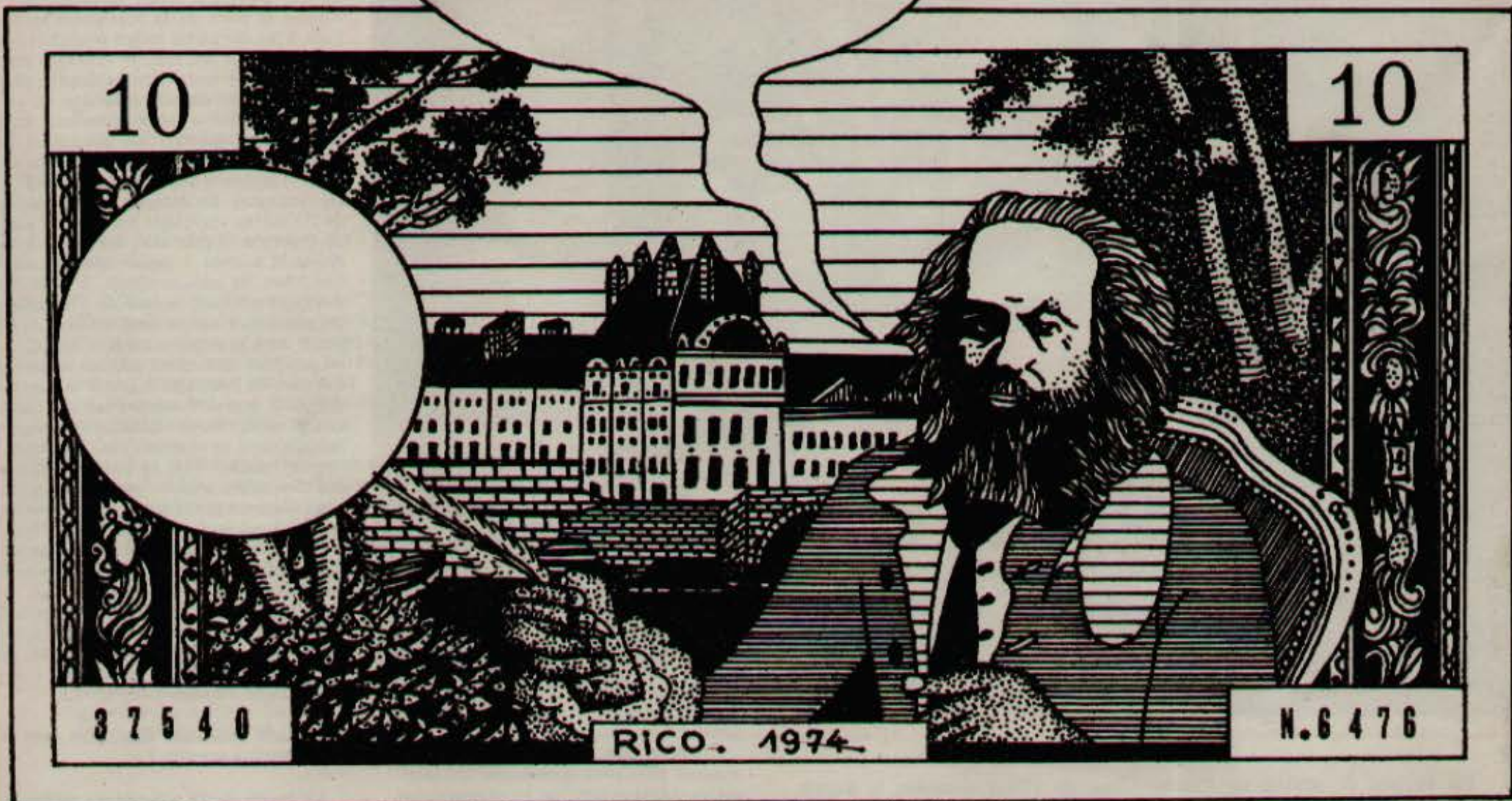
Il faut répéter que la démoralisation est terrible. L'armée israélienne est une armée de réserve. Cela fait trois mois et demi que les soldats sont mobilisés et on leur annonce qu'ils ne rentreront pas avant avril. Beaucoup d'entre eux ont une famille, des problèmes pour leur travail et la situation économique se dégrade. Ces facteurs marquent terriblement. La coalition de droite a été majoritaire à l'armée. Comme nous l'avons dit cela marque plus une défiance par rapport aux travaillistes que la montée de tendances fascistes. Nos camarades qui sont partis à l'armée continuent leur travail de propagande. Ils ont même réussi à distribuer un tract !!!

## Comment vois-tu les négociations de Genève ?

Israël a été à Genève sous la pression internationale et particulièrement la pression américaine. Les dirigeants israéliens comptent faire trainer les négociations sur deux ou trois ans. Pour eux un problème crucial : changer les lignes actuelles de cessez-le-feu. Leur longueur et leur complexité exige une forte mobilisation incompatible avec le fonctionnement de la société israélienne. C'est le sens des dernières propositions Dayan-Kissinger. Le retrait sur la montagne offrira à Israël les lignes de défense les plus favorables. Une fois ce problème réglé, Israël pourra faire trainer les négociations jusqu'à ce que la situation diplomatique lui soit plus favorable. Les dirigeants israéliens espèrent que la pression américaine diminuera.

Le 12 01-1974

souscription  
**ROUGE**



paris P. CHENOT  
**CD 4501/42**  
souscription rouge

Solde précédent .....	18.956,18	B. Paris 11 .....	50,00
CR Censier .....	100,00	M.J.V. (26) Pierratia .....	30,00
Paris 14-15 .....	3150,00	C.G. Paris 11 .....	100,00
Paris 12 .....	340,00	A. C. Beauvais .....	100,00
Paris 10 .....	210,00	M.Z. (68) Munster .....	25,00
Paris 8 .....	570,00	Souscript. librairie .....	80,00
Paris 2 .....	1185,00	C.R. Ass. Gales France Paris 9 .....	200,00
Clermont-Ferrand .....	130,00	Lign Comunista chilena .....	20,00
Lyon .....	650,00	G. A. Soissons .....	180,00
Auxerre .....	400,00	Individuel, Le Vésinet .....	50,00
Rennes .....	350,00	B.D. (04) Digne .....	200,00
Rennes .....	100,00	N. T. (13) Gardanne .....	50,00
Rennes .....	150,00	C.F. D. (74) Annecy .....	15,00
Rennes .....	1000,00	G.G. (69) Villeurbanne .....	65,00
Rennes .....	150,00	Individuel, presse .....	5,00
Rennes .....	100,00	Individuel, Rueil-Nanterre .....	510,00
St Briec .....	1000,00		
Individuel Paris .....	1000,00	Total .....	31.271,16

# GRAND GALA

DE SOLIDARITE AVEC ROUGE  
DANS SA LUTTE POUR L'ABROGATION DU DECRET DE  
DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE .

## PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

**lundi**  
**28 janvier**  
**20h30**

BILLETS (20 FRANCS) EN VENTE A LA LIBRAIRIE ROUGE (10 impasse Guéménée)  
ET A «LA JOIE DE LIRE» (40 rue S<sup>t</sup> Severin)

